



REPUBLIQUE GABONAISE

STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX

DU GABON (SNLCCBC)

Dispositif de mise en œuvre et Budgétisation de la Stratégie
Plan d'Actions – Plan d'Actions Prioritaires – Plan de Financement

Document de Synthèse - Version finale : Mai 2013



En partenariat avec le Programme des
Nations Unies pour le Développement



Sommaire

| | |
|--|-----------|
| SIGLES ET ABREVIATIONS | iv |
| LISTE DES TABLEAUX ET SCHEMAS..... | v |
| RESUME EXECUTIF | vi |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| I - PREMIERE PARTIE : OPERATIONNALISATION DES ORGANES DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE..... | 2 |
| 1.1. <i>Rappel des rôles et responsabilités des Organes de mise en œuvre de la Stratégie</i> | 3 |
| 1.2. <i>Rôles et responsabilités des organes de mise en œuvre de la stratégie</i> | 7 |
| 1.3. <i>Justification des options recommandées pour l'opérationnalisation de la Stratégie.....</i> | 10 |
| 1.4. <i>Etat d'avancement de la mise en place des différents Organes de la Stratégie</i> | 12 |
| 1.5. <i>Actions et mesures à prendre pour l'opérationnalisation de la Stratégie</i> | 12 |
| II - DEUXIEME PARTIE : BUDGETISATION PLURIANNUELLE DE LA STRATEGIE..... | 14 |
| 2.1. Méthodologie d'élaboration des Plans d'Actions – Plans d'Actions Prioritaires et Plans de Financement..... | 15 |
| 2.1.1. <i>Elaboration du Plan d'Actions (PA).....</i> | 15 |
| 2.1.2. <i>Elaboration du Plan d'Actions Prioritaires (PAP).....</i> | 18 |
| 2.1.3. <i>Elaboration du plan de financement.....</i> | 18 |
| 2.2. Synthèse des choix stratégiques de la Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux.... | 18 |
| 2.3. Opérationnalisation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux..... | 20 |
| 2.3.1.Présentation synthétique des programmes globaux..... | 20 |
| 2.3.1.1. <i>Programme de mise en œuvre n°1 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.....</i> | 20 |
| 2.3.1.2. <i>Programme de mise en œuvre n° 2 : Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes.....</i> | 22 |
| 2.3.1.3. <i>Programme de mise en œuvre n° 3 : Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux.....</i> | 25 |
| 2.3.1.4. <i>Programme de mise en œuvre n° 4 : Promotion et valorisation de l'intégrité morale</i> | 28 |
| 2.3.1.5. <i>Programme de mise en œuvre n° 5 : Répression sans complaisance des actes de corruption et de blanchiment des capitaux.....</i> | 30 |

| | |
|---|-----------|
| 2.3.1.6. Programme de mise en œuvre n° 6 : Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 32 |
| 2.3.2. Présentation synthétique des programmes sectoriels..... | 36 |
| 2.3.2.1. Programme du secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics..... | 36 |
| 2.3.2.2. Programme du secteur Privé et Climat des Affaires | 40 |
| 2.3.2.3. Programme du secteur Décentralisation..... | 44 |
| 2.3.2.4. Programme du secteur Education..... | 47 |
| 2.3.2.5. Programme du secteur Finances : Impôts/Douanes/Trésor..... | 51 |
| 2.3.2.6. Programme du secteur Forêts et Environnement | 54 |
| 2.3.2.7. Programme du secteur Mines et Industries Extractives..... | 57 |
| 2.3.2.8. Programme du secteur Santé Publique | 61 |
| 2.3.2.9. Programme du secteur Transports | 64 |
| 2.3.2.10. Programme de LCC et BC dans le secteur Justice..... | 67 |
| 2.3.3. Présentation du Plan de financement | 71 |

SIGLES ET ABREVIATIONS

| | |
|----------------|--|
| ANIF | Agence Nationale d'Investigation Financière |
| CNLCEI | Commission Nationale de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite |
| COMCOOR | Comité de Coordination |
| COFIL | Comité de Pilotage |
| GAR | Gestion Axée sur les Résultats |
| PA | Plan d'Actions |
| PAP | Plan d'Actions Prioritaires |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PPA | Parité des Pouvoirs d'Achat |
| PrECIS | Prévention – Education – Conditions – Incitations – Sanctions |
| PSGE | Plan Stratégique Gabon Emergent |
| S.E. | Secrétariat Exécutif |
| SNLCCBC | Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux |
| SNU | Système des Nations Unies |
| UPC | Unité Physique Commandée |
| UPP | Unité Physique Programmée |
| UPR | Unité Physique Réalisée |

LISTE DES TABLEAUX ET SCHEMAS

| | |
|---|------|
| Tableau 1 : Plan d'Actions synthétique de l'ensemble des programmes globaux | vii |
| Tableau 2 : Plan d'Actions Prioritaires synthétique de l'ensemble des programmes globaux | vii |
| Tableau 3 : Plan d'Actions synthétique de l'ensemble des programmes sectoriels | viii |
| Tableau 4 : Synthèse du plan de financement des programmes globaux | ix |
| Schéma 1 : dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux | iv |
| Tableau 5 : Coefficient de valorisation des tâches | 17 |
| Tableau 6 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°1 | 22 |
| Tableau 7 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°2 | 24 |
| Tableau 8 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°2 | 25 |
| Tableau 9 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°3 | 27 |
| Tableau 10 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°4 | 29 |
| Tableau 11 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en oeuvre n°4 | 29 |
| Tableau 12 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°5 | 31 |
| Tableau 13 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°5 | 32 |
| Tableau 14 : Plan d'Action du programme de mise en œuvre n°6 | 34 |
| Tableau 15 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°6 | 35 |
| Tableau 16 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Budget d'Investissement Public et Marchés Publics | 37 |
| Tableau 17 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Secteur Privé et Climat des Affaires | 41 |
| Tableau 18 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Décentralisation | 45 |
| Tableau 19 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Education | 48 |
| Tableau 20 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Finances : Impôts/Douane/Trésor | 52 |
| Tableau 21 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Forêts et Environnement | 55 |
| Tableau 22 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Mines et Industries Extractives | 58 |
| Tableau 23 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Santé Publique | 62 |
| Tableau 24 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Transports | 65 |
| Tableau 25 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Justice | 68 |
| Tableau 26 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n°1 : <i>Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux</i> | 71 |
| Tableau 27 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 2 : <i>Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes</i> | 72 |
| Tableau 28 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 3 : <i>Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux</i> | 72 |
| Tableau 29 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 4 : <i>Promotion et valorisation de l'intégrité morale</i> | 73 |
| Tableau 30 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 5 : <i>Répression des actes de corruption et de blanchiment des capitaux</i> | 73 |
| Tableau 31 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 6 : <i>Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux</i> | 74 |
| Tableau 32 : Synthèse du plan de financement des programmes globaux | 75 |

RESUME EXECUTIF

Le présent Plan d'Opération adopté au terme du processus de budgétisation devant conduire au démarrage effectif de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux du Gabon est structuré en deux parties principales :

- une première partie qui fait le point sur l'état d'avancement de la mise en place du Dispositif institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie ;
- une deuxième partie qui présente la budgétisation pluriannuelle de la Stratégie.

S'agissant de la mise en place du Dispositif institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie, la mission qui a séjourné à Libreville du 17 avril au 22 mai 2013 et dont l'un des objectifs consistait à : *Conduire le processus d'identification et de présélection des candidatures aux différents postes à pourvoir au sein du Secrétariat Exécutif du Dispositif de mise en œuvre de la Stratégie, formule les recommandations suivantes en ce qui concerne les actions immédiates à entreprendre pour le démarrage effectif de la mise en œuvre de la Stratégie :*

☞ **A l'égard de la CNLCEI et de l'ANIF**

- i. *Soumettre le document de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux du Gabon et le Plan Opérationnel y afférent à l'adoption formelle du Gouvernement en Conseil des Ministres*
- ii. *Poursuivre les échanges avec le PNUD en vue de l'actualisation et de la prorogation d'échéance du Protocole d'Entente signé entre les parties dans le cadre du projet d'opérationnalisation de la CNLCEI et de l'ANIF*
- iii. *Finaliser les préparatifs de l'organisation de la cérémonie solennelle de remise du Document de Stratégie aux Hautes Autorités de la République*
- iv. *Assurer une large diffusion du Document de Stratégie et du Plan Opérationnel y afférent, et inviter les acteurs des programmes sectoriels ciblés à se mobiliser pour un démarrage immédiat de la mise en œuvre de la Stratégie dans leurs secteurs respectifs*

☞ **A l'égard du PNUD**

- a. *Intensifier les actions de plaidoyer pour l'organisation sans tarder de la cérémonie officielle de remise du Document de Stratégie aux Hautes Autorités de la République Gabonaise et le démarrage effectif de la mise en œuvre de la Stratégie*
- b. *Conduire les opérations d'identification et de sélection des expertises à mobiliser en vue d'un démarrage effectif des activités du Secrétariat Exécutif de la Stratégie dès le 1^{er} juillet 2013*

☞ **A l'égard du Gouvernement de la République**

1. *Procéder à l'adoption formelle du Document de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux selon les méthodes et usages consacrés*
2. *Activer la mise en place du Dispositif Institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie*
3. *Organiser une table-ronde des partenaires au développement du Gabon dans l'optique de mobiliser les partenariats et ressources nécessaires à la mise en œuvre efficace de la Stratégie*

S'agissant de la budgétisation pluriannuelle, le présent Plan d'Opération est structuré en seize (16) programmes distincts répartis entre six programmes globaux et dix (10) programmes sectoriels.

➔ **Les programmes globaux de mise en œuvre de la Stratégie**

Les six programmes globaux de mise en œuvre de la Stratégie sont placés sous la responsabilité directe du Comité de Coordination de la Stratégie qui bénéficie de l'appui technique du Secrétariat Exécutif et de la supervision du PNUD pour la conduite des opérations sur le terrain et l'atteinte des résultats escomptés.

Ces programmes ont été structurés autour des cinq axes du PrECIS auquel a été ajouté un programme support. Après avoir été caractérisé, les six programmes globaux ont été déclinés en actions, activités et tâches. Chacun de ces programmes a donné lieu à l'élaboration d'un plan d'actions qui présente l'état des besoins en ressources d'année en année pour la période de mise en œuvre de la Stratégie (2013-2016), et d'un plan d'Actions Prioritaires qui présente une budgétisation pluriannuelle qui tient compte de la contrainte budgétaire. Ainsi, les besoins en ressources pour les six programmes globaux de mise en œuvre ont été évalués, tels qu'ils sont présentés dans le tableau synthétique ci-après :

Tableau 1 : Plan d'Actions synthétique de l'ensemble des programmes globaux

| Désignation des programmes globaux | Coût (en F CFA) | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 101 986 776 | 0 | 0 | 0 |
| Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes | 20 790 000 | 549 438 293 | 294 960 854 | 294 960 854 |
| Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux | 2 217 600 | 257 400 561 | 134 322 584 | 14 730 584 |
| Promotion et valorisation de l'intégrité morale | 177 250 956 | 252 764 785 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| Répression des actes de corruption et de blanchiment des capitaux | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 271 177 116 | 344 066 751 | 340 592 213 | 313 050 654 |
| TOTAL ANNUEL DES PA DES PROGRAMMES GLOBAUX | 573 422 448 | 1 469 395 467 | 1 068 043 936 | 903 953 496 |
| TOTAL CUMULES DES PA DES PROGRAMMES GLOBAUX SUR 4 ANS (2013-2016) | 4 014 815 347 | | | |

S'agissant de la budgétisation pluriannuelle, l'on a tenu compte de la dotation initiale de 350 millions de FCFA mise en place par le Gouvernement pour l'année 2013. Sur cette base, la priorité a été donnée aux activités des Programmes de mise en œuvre N°6 (programme support) et N°1 (Prévention). Toutes les autres activités glissent à partir de l'année 2014, tel qu'il apparaît dans le tableau de synthèse des PAP des programmes globaux ci-après :

Tableau 2 : Plan d'Actions Prioritaires synthétique de l'ensemble des programmes globaux

| Désignation des programmes globaux | Coût (en F CFA) | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 101 986 776 | 0 | 0 | 0 |
| Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes | 0 | 549 438 293 | 294 960 854 | 294 960 854 |
| Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux | 2 217 600 | 257 400 561 | 134 322 584 | 14 730 584 |
| Promotion et valorisation de l'intégrité morale | 0 | 252 764 784 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| Répression des actes de corruption et de blanchiment des capitaux | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 245 601 336 | 344 066 751 | 340 592 213 | 313 050 654 |
| TOTAL ANNUEL DES PAP DES PROGRAMMES GLOBAUX | 349 805 712 | 1 469 395 466 | 1 068 043 936 | 903 953 496 |
| TOTAL CUMULES DES PAP DES PROGRAMMES GLOBAUX SUR 4 ANS (2013-2016) | 3 791 198 610 | | | |

→ Les programmes sectoriels

Les dix programmes sectoriels sont placés sous la responsabilité directe des secteurs dont ils relèvent et doivent être mis en œuvre avec les ressources propres desdits secteurs. L'élaboration des Plans d'Actions y afférents a été réalisée sur la base des principes identiques à ceux des programmes globaux. Les résultats obtenus au terme de cet exercice sont présentés dans le tableau de synthèse ci-après :

Tableau 3 : Plan d'Actions synthétique de l'ensemble des programmes sectoriels

| Désignation des programmes sectoriels | Coût (en FCFA) | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| <i>Programme du secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics</i> | 44 875 000 | 349 041 648 | 239 093 250 | 193 200 000 |
| <i>Programme su secteur Privé et Climat des Affaires</i> | 85 759 875 | 284 782 076 | 193 977 858 | 183 786 573 |
| <i>Programme du secteur Décentralisation</i> | 139 627 973 | 207 638 875 | 140 176 500 | 140 176 500 |
| <i>Programme du secteur Education</i> | 2 877 339 | 480 253 732 | 400 045 108 | 339 870 709 |
| <i>Programme du secteur Finances : Impôts/Douane/Trésor</i> | 204 878 750 | 398 926 195 | 307 108 920 | 307 108 920 |
| <i>Programme du secteur Forêts et Environnement</i> | 140 661 226 | 407 722 023 | 184 872 264 | 184 872 265 |
| <i>Programme du secteur Mines et Industries Extractives</i> | 79 402 436 | 773 475 242 | 570 691 415 | 403 056 564 |
| <i>Programme du secteur Santé Publique</i> | 55 627 906 | 436 781 355 | 253 524 627 | 155 579 626 |
| <i>Programme du secteur Transports</i> | 97 161 000 | 172 211 275 | 150 477 750 | 150 477 750 |
| <i>Programme de LCC et BC dans le Système Judiciaire</i> | 1 732 177 | 254 533 376 | 302 516 900 | 3 292 777 |
| TOTAL ANNUEL DES PA DES PROGRAMMES Sectoriels | 852 603 682 | 3 765 365 797 | 2 742 484 592 | 2 061 421 684 |
| TOTAL CUMULES DES PA DES PROGRAMMES SECTORIELS SUR 4 ANS (2013-2016) | 9 421 875 755 | | | |

Les PAP des programmes sectoriels n'ont pu être élaborés en raison du manque d'information sur les ressources allouées par les secteurs à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. Il convient de signaler à cet égard qu'aucune disposition ne peut être prise à cet égard au niveau des secteurs tant et aussi longtemps que le document de stratégie n'a été formellement adopté en Conseil des Ministres et qu'une instruction gouvernementale n'a été donnée aux différents secteurs pour sa mise en œuvre immédiate.

En dépit de cette difficulté, un plan de financement a été développé pour les programmes globaux. Ce plan de financement est basé sur l'hypothèse selon laquelle le Gouvernement du Gabon mobiliserait au moins 70% des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie et ses partenaires apporteront le complément qui permettra de couvrir les besoins identifiés. Sur cette base, la synthèse du plan de financement des programmes globaux de la Stratégie se présente tel qu'il apparaît dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Synthèse du plan de financement des programmes globaux

| Coûts des programmes (en F CFA) et sources de financement par année | | | | | |
|--|------------------------|--------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
| Désignations des programmes | Sources de financement | Montant en 2013 | Montant en 2014 | Montant en 2015 | Montant en 2016 |
| <i>Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux</i> | Etat | 101986776 | 0 | 0 | 0 |
| | PTF | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total | 101986776 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes</i> | Etat | 0 | 384606805 | 206472598 | 206472598 |
| | PTF | 0 | 164831488 | 88488256 | 88488256 |
| | Total | 0 | 549 438 293 | 294 960 854 | 294 960 854 |
| <i>Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux</i> | Etat | 2 217 600 | 180180393 | 94025809 | 10311409 |
| | PTF | 0 | 77220168 | 40296775 | 4419175 |
| | Total | 2 217 600 | 257 400 561 | 134 322 584 | 14 730 584 |
| <i>Promotion et valorisation de l'intégrité morale</i> | Etat | 0 | 176 935 349 | 162 710 246 | 150 840 429 |
| | PTF | 0 | 75 829 435 | 69 732 962 | 64 645 898 |
| | Total | 0 | 252 764 784 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| <i>Répression des actes de corruption et de blanchiment des capitaux</i> | Etat | 0 | 46 007 554 | 46 007 554 | 46 007 554 |
| | PTF | 0 | 19 717 523 | 19 717 523 | 19 717 523 |
| | Total | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| <i>Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux</i> | Etat | 245 601 336 | 240846726 | 238414549 | 219135458 |
| | PTF | 0 | 103220025 | 102177664 | 93915196 |
| | Total | 245 601 336 | 344 066 751 | 340 592 213 | 313 050 654 |
| Coût total des programmes | Etat | 349 805 712 | 1 028 576 826 | 747 630 755 | 632 767 447 |
| | PTF | 0 | 440 818 640 | 320 413 181 | 271 186 049 |
| | Total | 349 805 712 | 1 469 395 466 | 1 068 043 936 | 903 953 496 |

INTRODUCTION

Adoptant une démarche à la fois normative et positive, l'élaboration de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux s'est inscrite dans un processus visant à : (i) garantir la moralisation de la vie publique et la consolidation de l'état de droit ; (ii) assurer une meilleure gouvernance des affaires publiques ; (iii) promouvoir une transparence accrue dans la gestion des finances publiques ; (iv) mener une lutte efficace contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion ; (v) assurer une distribution juste, équitable et transparente des fruits de la croissance.

A cet effet, l'état des lieux établi et le diagnostic posé ont permis de dégager les manifestations, les principaux problèmes et causes du phénomène de la corruption et du blanchiment de capitaux au Gabon.

Le développement de la stratégie quant à lui s'est appuyé sur les résultats de cette première phase, en empruntant un outil de planification et de gestion macroéconomique des organisations qui allie pédagogie et rigueur. Il s'agit de l'outil PrECIS (Prévention-Education-Conditions-Incitations-Sanctions.), dont l'implémentation a permis de dégager cinq axes stratégiques à savoir :

1. **Prévention** : Mise en place des outils de gestion et de conduite de la politique de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ;
2. **Education** : Promotion de la probité, l'éthique et la déontologie dans la gestion des affaires publiques ;
3. **Conditions** : Mise en place des conditions de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ;
4. **Incitations** : Mise en place des mesures incitatives pour les bonnes pratiques et la dénonciation des actes de corruption et de blanchiment des capitaux ;
5. **Sanctions** : Eradication de l'impunité des actes de violation des règles, des lois et des procédures.

Le présent document qui est l'aboutissement du processus de planification de la stratégie, est structuré en deux parties essentielles complétées par des annexes :

- une première partie, relative à l'opérationnalisation des organes de mise en œuvre de la Stratégie qui, en plus de rappeler leurs rôles et responsabilités, (i) présente les différentes options ayant conduit au format recommandé pour le démarrage des activités, et (ii) fait le point sur l'état d'avancement de la mise en place desdits organes ;
- une deuxième partie consacrée à la budgétisation pluriannuelle des programmes globaux et programmes sectoriels définis pour la période 2013-2016 ;
- des annexes qui présentent le détail des travaux intermédiaires qui constituent les éléments de construction des résultats obtenus.

**I - PREMIERE PARTIE :
OPERATIONNALISATION DES ORGANES DE MISE EN ŒUVRE DE LA
STRATEGIE**

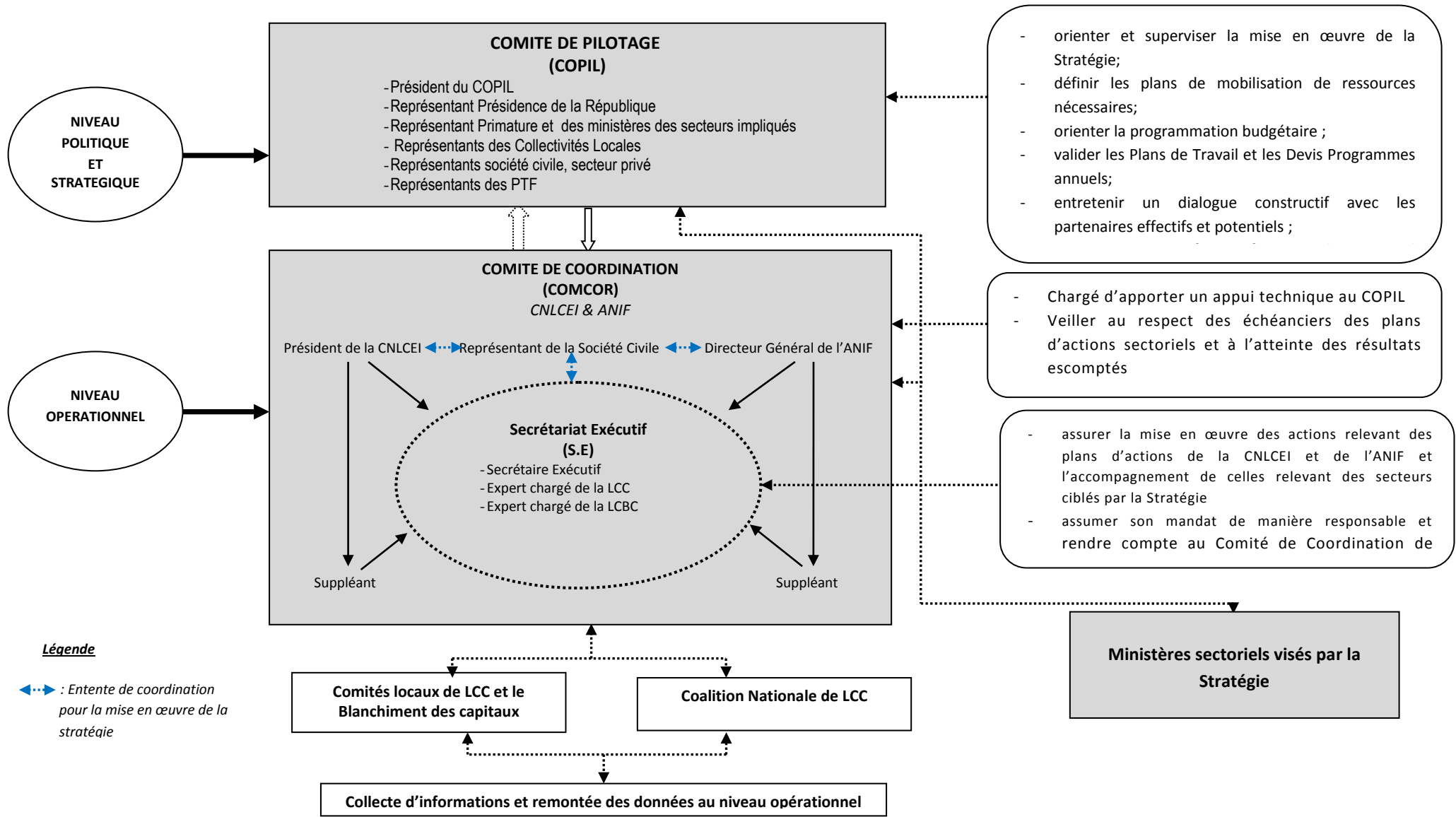
1.1. Rappel des rôles et responsabilités des Organes de mise en œuvre de la Stratégie

Le Dispositif de gestion, coordination et suivi évaluation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux du Gabon est structuré en trois niveaux, relevant chacun d'un organe spécifique, à savoir :

- orientation politique et stratégique qui relève de la responsabilité du Comité de Pilotage ;
- encadrement technique et opérationnel du Secrétariat Exécutif de la Stratégie, qui est placé sous la supervision d'un Comité de Coordination ;
- mise en œuvre effective des activités de la Stratégie qui constitue le mandat de l'équipe du Secrétariat Exécutif de la Stratégie.

Les interrelations découlant des rôles et responsabilités dévolus à ces organes sont illustrées par le schéma du Dispositif institutionnel de la mise en œuvre de la Stratégie présenté à la page suivante :

Schéma 1 : dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux





▪ **Orientation politique de la lutte contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux**

L'orientation politique et stratégique de la lutte contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux relève du Comité de Pilotage (COPIL) en tant qu'instance d'orientation et de décision, et agissant en tant que Maître d'Ouvrage principal pour la mise en œuvre de la Stratégie. Ce Comité de Pilotage doit être présidé par une personnalité dont le choix est guidé par la notoriété et la réputation acquises auprès de l'opinion publique gabonaise en tant que modèle de probité et d'intégrité pouvant servir d'exemple à suivre. C'est cette réputation d'intégrité et de probité qui permet d'asseoir l'autorité et l'indépendance nécessaires pour la conduite et le succès d'un tel mandat.

Dans cette optique, il est recommandé aux Hautes Autorités Gabonaises que le Président du Comité de Pilotage soit identifié et choisi en dehors de la sphère du Gouvernement ou de la Haute Administration, et que ce Comité soit composé de 21 (vingt-un) membres répartis ainsi qu'il suit :

- un Président ;
- un Représentant de la Présidence de la République ;
- un Représentant de la Primature ;
- un Représentant du Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, des Droits Humains et des Relations avec les Institutions Constitutionnelles ;
- un Représentant du Ministère de la Santé ;
- un Représentant du Ministère de la Promotion des Investissements, des Travaux Publics, des Transports, de l'Habitat et du Tourisme, chargé de l'Aménagement du Territoire ;
- un Représentant du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et Technique et de la Formation Professionnelle ;
- un Représentant du Ministère des Eaux et Forêts ;
- un Représentant du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation ;
- un Représentant du Ministère de l'Industrie et des Mines ;
- un Représentant du Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique ;
- un Représentant du Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques ;
- 03 Représentants de la société civile désignés par leurs pairs parmi les organisations actives sur le terrain dans les actions de lutte contre la corruption et/ou le blanchiment des capitaux (ONG : 01 ; Confessions religieuses : 01 ; Syndicats : 01) ;
- 01 Représentant de la Chambre de Commerce ;
- 01 Représentant de la Confédération du Patronat Gabonais ;
- 01 Représentant des Collectivités Locales ;
- 03 Représentants des PTF (Bilatéral : 01 ; Multilatéral : 01 ; SNU : 01).

Dans l'optique de la prise en compte du genre, il est hautement souhaité qu'au moins 30% des effectifs à mobiliser au sein des instances en charge de la mise en œuvre de la SNLCCBC soient des femmes.

▪ **Encadrement stratégique de la mise en œuvre de la SNLCCBC**

L'encadrement technique et l'opérationnalisation de la SNLCCBC relèvent de la responsabilité du Comité de Coordination (COMCOOR) composé de trois membres titulaires représentant respectivement la Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite, l'Agence Nationale d'Investigation Financière, et la Société Civile.

Le Comité de Coordination est co-présidé par le Président de la CNLCEI et le Directeur Général de l'ANIF qui sont appuyés, chacun en ce qui le concerne, par un membre suppléant choisi au sein des équipes de la haute direction de leurs structures respectives.

La société civile est représentée au sein du Comité de Coordination par un représentant désigné par ses pairs, sur la base des mêmes principes que ceux qui prévalent pour la désignation des représentants de la société civile au Comité Pilotage.

Les fonctions de membre du Comité de Pilotage ou du Comité de Coordination sont gratuites et incompatibles. La désignation de membre de l'une de ces deux instances implique une inéligibilité permanente pour l'autre instance.

Le Comité de Coordination agit en tant que Maître d'Œuvre et à ce titre responsable devant le Comité de Pilotage de l'atteinte des objectifs et des résultats visés par la SNLCCBC. Les membres du Comité de Coordination assurent le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage et de ce fait, participent aux réunions du COPIL sans voix délibérative.

Pour des raisons d'efficacité et de continuité dans l'action, les suppléants des co-présidents du Comité de Coordination peuvent bénéficier d'une délégation de responsabilité pour agir pour le compte du Comité de Coordination en tant que Maître d'œuvre Délégué.

▪ **Opérationnalisation de la Stratégie**

La mise en œuvre de la Stratégie est assurée par un Secrétariat Exécutif qui agit sous la conduite d'un Secrétaire Exécutif, chef d'une équipe d'encadrement composée :

- d'un expert responsable de la mise en œuvre de la « *composante lutte contre la corruption* » ;
- d'un expert responsable de la mise en œuvre de la « *composante lutte contre le blanchiment des capitaux* » ;
- du personnel d'appui.

Le personnel du Secrétariat Exécutif est recruté selon une procédure d'appel à candidatures. Les membres des équipes en service à la CNLCEI et à l'ANIF sont inéligibles pour le recrutement à un quelconque poste au sein du Secrétariat Exécutif. Le personnel d'encadrement du Secrétariat Exécutif est mobilisé sur la base de mandats bien définis, d'une durée de trois ans, pour le Chef d'équipe, et de deux ans pour les autres membres de l'équipe d'encadrement. Chacun de ces mandats peut être renouvelé, en cas de besoin, une seule fois. Chaque mandat est adossé à une feuille de route qui définit les objectifs et résultats à atteindre. L'évaluation satisfaisante de l'atteinte des objectifs et résultats définis pour chacun de ces mandats constitue le facteur déterminant pour son éventuel renouvellement. Une évaluation satisfaisante d'un mandat n'implique pas son renouvellement automatique. La disponibilité de ressources aptes à assurer la continuité de la mise en œuvre de la Stratégie peut justifier le non renouvellement d'un mandat à l'échéance.

- ***Dissémination des actions de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au niveau de la base***

L'interaction entre le Secrétariat Exécutif et les acteurs à la base est assurée :

- au niveau des administrations publiques, organismes publics et parapublics à travers les Comités de Lutte contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux institués en leur sein. Dans les services centraux des ministères, ces comités de lutte doivent se structurer autour des Secrétariats Généraux appelés à interagir directement avec le Comité de Coordination de la SNLCCBC, à travers son Secrétariat Exécutif, pour les questions relatives à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.

Dans les Provinces, des points focaux doivent être identifiés au sein des Gouvernorats, Préfectures, Sous-préfectures, Communes et Services déconcentrés des différents ministères, organismes publics et parapublics ;

- au niveau de la société civile, les membres de la Coalition Nationale de Lutte contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux sont appelés à former le filet du réseau d'acteurs devant agir comme points de contact au sein de leurs régions respectives.

1.2. Rôles et responsabilités des organes de mise en œuvre de la stratégie

L'efficacité de la mise en œuvre de la SNCCBC est tributaire de l'appropriation par chacun des organes décrits ci-dessus, des rôles et responsabilités qui lui sont dévolus.

- ***Rôle et responsabilités du Comité de Pilotage***

Compte tenu de sa dimension nationale et de son caractère transversal, la mise en œuvre de la SNLCCBC doit être appréhendée selon une approche multisectorielle dont la coordination et la supervision ne peuvent être assurée que par une Haute Autorité qui a de l'ascendance sur l'ensemble des secteurs de la vie de la Nation. Eu égard à cela, il est recommandé aux Hautes Autorités de la République de s'assurer que le choix de la tutelle du Comité de Pilotage de la SNLCCBC reflète l'importance et la priorité à accorder à l'assainissement des mœurs et à l'obligation de saine gestion des finances publiques au Gabon.

Ce Comité de Pilotage a pour rôle de :

- i) orienter et superviser la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux ;
- ii) définir les plans de mobilisation de ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie ;
- iii) orienter la programmation budgétaire ;
- iv) valider les Plans de Travail et les Devis Programmes annuels à exécuter au titre du Plan d'Actions Prioritaires de la Stratégie ;
- v) entretenir un dialogue constructif avec les partenaires effectifs et potentiels de la mise en œuvre de la Stratégie ;
- vi) recruter et mettre fin aux fonctions du personnel d'encadrement du Secrétariat Exécutif, sur proposition du Comité de Coordination de la Stratégie ;
- vii) apprécier les résultats, les effets et impacts de la mise en œuvre de la Stratégie de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux sur le développement économique et social de la Nation ;

- viii) rendre compte au public national et international des actions réalisées et des résultats obtenus dans le cadre de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au Gabon.

Le Comité de Pilotage de la SNLCCBC se réunit en session ordinaire deux fois par an, sur la base d'un Ordre du Jour préparé par le Comité de Coordination. Il peut également se réunir en session extraordinaire, en cas de nécessité, sur convocation de son Président ou des deux tiers de ses membres.

▪ **Rôle et responsabilités du Comité de Coordination**

Chargé d'apporter un appui technique au COPIL, le Comité de Coordination est responsable de la mise en œuvre effective de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux, et à ce titre, entièrement imputable de l'atteinte de ses résultats escomptés.

Il a pour mission d'assurer la supervision générale de la mise en œuvre des activités qui relèvent des programmes globaux de la SNLCCBC, ainsi que la veille et l'accompagnement technique de celles qui relèvent des programmes sectoriels.

En sa qualité d'organe de coordination de la mise en œuvre de la Stratégie, il veille au respect des échéanciers des plans d'actions prioritaires, ainsi qu'à l'atteinte des résultats escomptés en termes de réduction de l'incidence de la corruption et du blanchiment des capitaux au Gabon.

A ce titre, le rôle de facilitation et de médiation du COMCOOR consiste à identifier les goulots d'étranglements susceptibles d'impacter l'efficacité de la mise en œuvre de la Stratégie, d'y apporter les solutions appropriées, et ne porter à l'examen du Comité de Pilotage que ceux dont l'ampleur nécessite des mesures de correction relevant de cette instance. Le Comité de Coordination fonctionne sur la base de réunions trimestrielles statutaires dont l'ordre du jour préparé par le Secrétariat Exécutif porte essentiellement sur la revue de l'état d'avancement des plans d'actions prioritaires ou sur toute autre question relevant de la compétence du COMCOOR.

Pour la réalisation effective de sa mission, le Comité de Coordination s'appuie sur un noyau d'experts de haut niveau qui sont mobilisés sur la base d'engagements contractuels pour former l'équipe technique du Secrétariat Exécutif en charge de conduire l'action quotidienne de la mise en œuvre de la Stratégie.

▪ **Rôle et responsabilités du Secrétariat Exécutif**

Le Secrétariat Exécutif assure la mise en œuvre des actions relevant des plans d'actions prioritaires des programmes globaux de la Stratégie et l'accompagnement de celles relevant des programmes sectoriels. Il agit en interaction régulière avec les points focaux des administrations publiques, organismes publics et parapublics et des Collectivités Locales qui coordonnent l'action des Comités de Lutte contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux qui y sont installés. Pour les questions relevant de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux, les points focaux de la SNLCCBC rendent directement compte au Comité de Coordination de la Stratégie à travers son Secrétariat Exécutif.

Des marges de manœuvres suffisantes sont concédées à l'équipe du Secrétariat Exécutif pour lui permettre d'assumer son mandat de manière responsable et de rendre compte au Comité de Coordination de l'effectivité des actions réalisées et du niveau d'atteinte des résultats escomptés.

Le caractère multisectoriel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux implique une contribution de plusieurs partenaires externes, notamment celle des Comités de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux, ainsi que celle de la Coalition Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux à mettre en place sous forme d'un réseau d'acteurs comprenant des membres, personnes physiques ou morales, issus des administrations publiques, de la société civile, du secteur privé et pouvant servir de relais pour la circulation de l'information nécessaire à la mise en œuvre et au suivi-évaluation de la Stratégie. Les membres des Comités Locaux de Lutte Contre la corruption et le Blanchiment des Capitaux et ceux de la Coalition Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux gardent toute leur autonomie en tant qu'acteurs engagés dans la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. Ils sont appelés à entretenir des relations de partenariat avec la CNLCEI et/ou l'ANIF, sans pour autant être investis de mandats ou de pouvoir pouvant leur permettre d'agir ou de parler au nom ou pour le compte de la CNLCEI ou de l'ANIF.

▪ **Suivi-évaluation de la Stratégie**

Le système de suivi évaluation de la Stratégie est inspiré des principes et des fondements de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Le dispositif à mettre en place à cet effet doit permettre la production d'informations fiables pour mieux concevoir les politiques, les exécuter et garantir une utilisation rationnelle des ressources publiques.

Le suivi est conçu selon une double approche : le suivi axé sur la mise en œuvre et le suivi axé sur les résultats. Le suivi axé sur la mise en œuvre s'intéresse simultanément aux moyens et stratégies ressourcés, activités, produits ou biens et services fournis. Le suivi des résultats permet d'apprécier dans quelle mesure les résultats ont été atteints.

Le lien entre ces deux niveaux passe par l'interaction entre les moyens et stratégies d'une part, et les cibles de réalisation d'autre part. Les cibles des résultats sont fixées en fonction des moyens et des stratégies.

Ainsi, le système de suivi-évaluation se compose de deux sous-systèmes à savoir :

- (i) le sous-système de suivi de l'exécution des programmes et projets de la Stratégie : il concerne principalement les indicateurs d'inputs et les indicateurs d'outputs de réalisations physiques et financières à produire tant au niveau central que local en ce qui concerne les projets/activités envisagées dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie ;
- (ii) le sous-système des évaluations d'impacts des politiques ou programmes : il s'agit surtout d'études spécifiques. Ces études ont un champ plus restreint et ont pour objectif de mesurer si les actions entreprises auprès des groupes ciblés ont effectivement permis d'aboutir aux effets escomptés.

Dans cette optique, le système de suivi évaluation est fondé sur les principes directeurs suivants : (a) respect des mandats des différentes structures, (b) définition de manuels de procédures et d'indicateurs précis de performances, (c) production de données de qualité (fiabilité, régularité et utilité), (d) utilisation des données pour la prise de décision, (e) approche participative dans la conception et la gestion du système.

De manière spécifique, les actions prioritaires doivent porter sur : (i) la mise à disposition de tous les acteurs de produits de qualité (ii) le développement de la communication sur les résultats ; (iii) le renforcement du système d'informations statistiques ; (iv) la dynamisation des mécanismes de coordination et de suivi évaluation.

En matière de suivi-évaluation, les équipes focales de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux sont appelées à produire des rapports de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie dans leurs structures respectives, conformément au canevas défini à cet effet.

Ces rapports doivent être transmis au Secrétariat Exécutif pour consolidation, et ensuite soumis au Comité de Coordination pour validation. Une fois validés, ils deviennent des points de repères pour les missions de suivi externe dont les rapports doivent permettre au Comité de Pilotage de prendre des décisions éclairées sur l'orientation de la mise en œuvre de la Stratégie, et partant, de palier les éventuelles difficultés inhérentes à sa réalisation.

A cet effet, le Comité de Pilotage est appelé à se réunir en session ordinaire au moins deux fois par an, dans l'optique d'examiner le rapport de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie et de proposer des mesures d'orientation, voire adopter le plan d'actions prioritaires et le budget relatif à sa mise en œuvre.

Le suivi des indicateurs d'impacts doit s'effectuer au moyen des enquêtes menées par des organisations dont la notoriété est établie et portant sur la mesure de l'indice de perception de la corruption, de l'Indice de la gouvernance, de la facilité à faire des affaires, ou de la mesure du blanchiment des capitaux, etc.

1.3. Justification des options recommandées pour l'opérationnalisation de la Stratégie

Pour l'opérationnalisation de la Stratégie, l'un des objectifs visés par le présent document de mise en œuvre consiste à proposer des options réalistes et concrètes en guise de solutions à des questions demeurées sans réponses jusqu'à présent. Il s'agit en l'occurrence de celles portant sur : (a) l'autorité de tutelle du Comité de Pilotage de la Stratégie ; (b) l'accompagnement technique nécessaire à la mise en œuvre de la Stratégie ; (c) le suivi de la performance; (d) la mobilisation des partenariats et des ressources en faveur de la Stratégie.

▪ *Autorité de tutelle de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des capitaux*

Les parties prenantes au processus d'élaboration de la SNLCCBC ont laissé toute latitude aux Hautes Autorités Gabonaises de décider du choix de l'Autorité de tutelle du Comité de Pilotage de la Stratégie.

En rapport avec la SNLCCBC, le Plan Stratégique Gabon Emergent considère la gouvernance comme la deuxième fondation pour l'émergence du Gabon. Reconnue comme condition préalable à l'attractivité d'un pays, elle doit se manifester au Gabon : (a), **au niveau institutionnel**, par la modernisation de l'Administration, la consolidation des règles de l'Etat de droit, la redynamisation de la diplomatie gabonaise, la promotion du développement local, la décentralisation et la participation citoyenne ; (b) **au niveau juridique**, par la refonte de l'ensemble du cadre juridique national et son alignement au PSGE, notamment à travers une Loi d'Orientation et de Programmation du Gabon Emergent ;

(c) **au niveau économique**, par un assainissement du cadre macroéconomique, à travers une gestion rigoureuse des finances publiques, le développement des statistiques comme véritable outil d'information et d'aide à la décision économique, la mise en place d'un environnement des affaires de classe internationale et une politique dynamique d'appui aux PME.

Dans un tel contexte, la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux se trouve au centre des objectifs visés par le Projet de Société du Président de la République à travers les axes 3,7 et 9, et à ce titre, doit faire l'objet d'une attention particulière du Chef de l'Etat.

A cet effet, il est recommandé aux Hautes Autorités Gabonaises de :

- I. placer le Comité de Pilotage sous l'autorité directe du Président de la République, Chef de l'Etat,**
- II. choisir le Président de ce Comité en dehors de la sphère du Gouvernement et/ou de l'Administration publique.**

Une telle option est de nature à marquer l'importance que les Hautes Autorités de la République attachent à l'assainissement des mœurs et à la bonne gestion des finances publiques.

▪ **Accompagnement technique nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie**

La configuration initiale du Secrétariat Exécutif a prévu une équipe composée d'un Secrétaire Exécutif, d'un expert chargé de la lutte contre la corruption, d'un expert chargé de la lutte contre le blanchiment des capitaux, d'un expert chargé du suivi évaluation, d'un expert spécialiste en genre et développement.

Au terme des échanges entre les parties prenantes, il a été décidé de :

- I. limiter l'équipe des professionnels à trois experts, à savoir : le Secrétaire Exécutif, l'expert chargé de la mise en œuvre de la composante « lutte contre la corruption », l'expert chargé de la composante « lutte contre le blanchiment des capitaux » ;**
- II. inclure la maîtrise de la problématique « genre et développement » dans la liste des compétences requises pour chacun des postes à pourvoir ;**
- III. détacher le suivi externe de la stratégie du paquet de services à fournir par l'équipe du Secrétariat Exécutif.**

Les versions approuvées par la CNLCEI, l'ANIF et le PNUD des termes de référence, profils, avis d'appels à candidatures pour chacun de ces postes, ainsi que pour celui de l'Assistante de Direction font partie des éléments du Plan détaillée de mise en œuvre de la Stratégie qui accompagne le présent document de synthèse.

Pour des raisons d'efficacité, et tenant compte de la complexité et de la sensibilité de leurs mandats respectifs, un consensus s'est dégagé entre les parties prenantes à l'effet de :

- a. mobiliser l'équipe du Secrétariat Exécutif selon les procédures du PNUD ;**
- b. placer cette équipe sous l'autorité directe du Bureau Pays du PNUD Gabon pour les aspects liés à la gestion administrative et technique de leurs contrats d'une part, et sous celle du Comité de Coordination de la Stratégie pour les relations fonctionnelles inhérentes à la mise en œuvre de la Stratégie ;**

- c. *d'identifier un expert international de niveau P4, ou à défaut de niveau P3 justifiant d'une expérience pertinente pour conduire l'équipe d'experts ;*
- d. *de recruter les deux experts nationaux prévus dans l'équipe en dehors de la sphère de la fonction publique gabonaise.*

- **Encadrement stratégique du PNUD**

Pour la première phase de la mise en œuvre de la Stratégie, la partie gabonaise souhaite bénéficier de l'appui du PNUD (i) pour le suivi de la performance de la Stratégie, (ii) ainsi que pour la structuration du dialogue à entretenir entre le Gouvernement du Gabon et ses partenaires en matière de lutte contre la corruption et de blanchiment des capitaux, (iii) et également pour assurer l'accompagnement requis dans le cadre de la mobilisation des partenariats et des ressources en faveur de la SNLCCBC.

1.4. Etat d'avancement de la mise en place des différents Organes de la Stratégie

Le démarrage effectif des activités de la SNLCCBC est assujéti à l'adoption en Conseil des Ministres du Document de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux du Gabon. C'est au terme de cette adoption que les différents organes de la Stratégie doivent se mettre en place. Des démarches sont actuellement en cours pour que cette formalité soit remplie le plus tôt possible, et qu'une cérémonie de remise officielle du document de stratégie au Président de la République soit organisée.

Dans l'attente de ces deux événements, tous les documents nécessaires au lancement des activités ont été apprétés et les activités peuvent démarrer dès le lendemain de l'adoption du document en Conseil des Ministres et la mise en place du Comité de Pilotage de la Stratégie.

1.5. Actions et mesures à prendre pour l'opérationnalisation de la Stratégie

Au terme de la mission de budgétisation de la SNLCCBC qui fait l'objet du présent rapport, les actions et mesures suivantes sont attendues de la part des parties prenantes en vue d'un démarrage immédiat de la mise en œuvre de la Stratégie :

☞ De la part de la CNLCEI et de l'ANIF

- I. *Soumettre le document de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux du Gabon et le Plan Opérationnel y afférent à l'adoption formelle du Gouvernement en Conseil des Ministres*
- II. *Poursuivre les échanges avec le PNUD en vue de l'actualisation et de la prorogation d'échéance du Protocole d'Entente signé entre les parties dans le cadre du projet d'opérationnalisation de la CNLCEI et de l'ANIF*
- III. *Finaliser les préparatifs de l'organisation de la cérémonie solennelle de remise du Document de Stratégie aux Hautes Autorités de la République*
- IV. *Assurer une large diffusion du Document de Stratégie et du Plan Opérationnel y afférent et inviter les acteurs des programmes sectoriels ciblés à se mobiliser pour un démarrage immédiat de la mise en œuvre de la Stratégie dans leurs secteurs respectifs*

☞ **De la part du PNUD**

- a. *Intensifier les actions de plaidoyer pour l'organisation sans tarder de la cérémonie officielle de remise du Document de Stratégie aux Hautes Autorités de la République Gabonaise et le démarrage effectif de la mise en œuvre de la Stratégie*
- b. *Conduire les opérations d'identification et de sélection des expertises à mobiliser en vue d'un démarrage effectif des activités du Secrétariat Exécutif de la Stratégie dès le 1^{er} juillet 2013*

☞ **De la part du Gouvernement de la République**

1. *Procéder à l'adoption formelle du Document de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux selon les méthodes et usages consacrés*
2. *Activer la mise en place du Dispositif Institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie*
3. *Organiser une table-ronde des partenaires au développement du Gabon dans l'optique de mobiliser les partenariats et ressources nécessaires à la mise en œuvre efficace de la Stratégie.*

II - DEUXIEME PARTIE : BUDGETISATION PLURIANNUELLE DE LA STRATEGIE

2.1.Méthodologie d'élaboration des Plans d'Actions – Plans d'Actions Prioritaires et Plans de Financement

La méthodologie adoptée pour la budgétisation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux s'articule autour de trois principales étapes : (i) élaboration du plan d'actions ; (ii) élaboration du plan d'actions prioritaires ; (iii) élaboration du plan de financement.

2.1.1. Elaboration du Plan d'Actions (PA)

L'élaboration du PA s'est faite à travers trois étapes déclinées comme suit :

- Identification et caractérisation des programmes ;
- Identification et caractérisation des actions rattachées à chaque programme ;
- Identification et caractérisation des activités rattachées à chaque action.

S'agissant de l'identification et de la caractérisation des programmes, il était question de (i) synthétiser les choix stratégiques fixés pour le domaine, et par la suite, de (ii) formuler les programmes subséquents. La synthèse des choix stratégiques a permis de mettre en évidence les objectifs globaux et stratégiques retenus pour la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au Gabon, les résultats escomptés, les axes stratégiques et leurs orientations. La formulation du programme quant à elle consiste à préciser les éléments suivants :

- l'axe stratégique de rattachement ;
- le secteur ou sous-secteur et la fonction de rattachement du programme ;
- l'intitulé du programme (celui-ci doit être concis) ;
- ses objectifs,
- les indicateurs du programme assortis de valeurs de référence et des cibles poursuivis ;
- la stratégie-programme ; il s'agit d'indiquer les choix privilégiés en termes d'axes d'intervention, de pistes d'actions et de modes opératoires, afin de réaliser les résultats du programme ;
- le cadre institutionnel de mise en œuvre.

La caractérisation des actions des programmes consistait à accompagner chaque action identifiée des éléments suivants : objectif, indicateur auquel sont associés une valeur de référence et une cible, niveau de priorité, cadre institutionnel, lieu ou zone de son exécution.

Sur la base du cadre logique de la Stratégie, les activités des actions ont été déterminées. Leur caractérisation consistait à préciser l'extrant attendu et le coût de l'activité qui comprend les dépenses d'investissement et les charges de fonctionnement nécessaires au suivi de l'exécution de l'activité.

Ne disposant pas d'un document de référence sur les prix des biens et services au Gabon, le calcul du coût des activités s'est fait sur la base des prix relevés dans la mercuriale du Cameroun, corrigés par un coefficient de Parité de Pouvoir d'Achat entre le Gabon et le Cameroun, en intégrant l'évolution de l'inflation.

La valorisation des actions s'est faite par agrégation successive des activités et des tâches. Par le même processus, cette valorisation a permis ensuite de retrouver les grandes masses des dépenses pour chaque programme.

Conformément à la déclinaison des activités en tâches qui donne expressément une indication sur les unités physiques associées aux tâches, le coût associé à chaque tâche a été obtenu au bout des trois étapes suivantes :

- un éclatement de la tâche en unités physiques après identification des différents postes de dépenses ; l'unité physique étant entendu comme la prestation élémentaire, utile en soi, de la décomposition physique d'un projet en éléments simples pouvant être dénombrés et dont la somme constitue le projet tout entier (voir encadré pour plus de détails) ;
- une valorisation de chaque unité physique en appliquant le prix officiel observé au Cameroun selon la mercuriale, multiplié par le coefficient de la Parité des Pouvoirs d'Achat (PPA) entre le Cameroun et le Gabon (voir tableau) ;
- une agrégation des coûts des unités physiques pour obtenir le coût de la tâche.

La somme des coûts des différentes tâches d'une activité constitue donc le coût de l'activité. En procédant de proche en proche avec les activités et les actions, l'on a obtenu au bout de la chaîne, le coût de chaque programme, et par ricochet le budget de la Stratégie.

Les coefficients correcteurs PPA ont été appliqués suivant la nature de la dépense qui est associée aux postes de dépense suivants : Produits alimentaires et boissons non alcoolisées ; Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants ; Articles d'habillement et articles chaussants ; Logement, Eau, Electricité, Gaz et autres combustibles ; Ameublement, Equipement ménager et entretien courant de la maison ; Santé ; Transport ; Communication ; Loisirs et culture ; Education ; Restaurants et hôtels ; Autres biens et services. Pour les autres prestations et produits dont la classification n'est pas évidente, le coefficient est celui des dépenses de consommation individuelle des ménages.

Le coût d'une tâche i s'obtient donc par la formule suivante :

$$C_{upi/Gab} = P_{upi/Cam} * \pi_{Cam/Gab}^{cor}$$

Avec :

- $C_{upi/Gab}$ = Coût estimé d'une unité physique i au Gabon ;
- $P_{upi/Cam}$ = Prix d'une unité physique i au Cameroun ;
- $\pi_{Cam/Gab}^{cor}$ = Coefficient PPA corrigé entre le Cameroun et le Gabon.

Le coût d'une tâche k s'obtient donc en faisant l'agrégation des coûts de toutes les unités physiques qui la composent : $C_k = \sum_i^n Q_{upi} * C_{upi/Gab}$ où Q_{upi} est la quantité de l'unité physique i que comprend la tâche k .

Les valeurs des coefficients PPA corrigés sont résumées dans le tableau 5 ci-dessous :

Tableau 5: Coefficient de valorisation des tâches

| Pays | Cameroun | Gabon | Coefficient PPA brut | Coefficient PPA corrigé |
|--|--------------|--------------|----------------------|-------------------------|
| Dépense de consommation individuelle des ménages | 531,1 | 799,8 | 1,51 | 1,99 |
| <i>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</i> | 511,3 | 815,2 | 1,59 | 2,10 |
| <i>Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants</i> | 540,2 | 626,2 | 1,16 | 1,53 |
| <i>Articles d'habillement et articles chaussants</i> | 581,7 | 889,4 | 1,53 | 2,02 |
| <i>Logement, Eau, Electricité, Gaz et autres combustibles</i> | 529,3 | 876,7 | 1,66 | 2,19 |
| <i>Ameublement, Equipement ménager et entretien courant de la maison</i> | 543,8 | 923 | 1,7 | 2,24 |
| <i>Santé</i> | 619,8 | 888,8 | 1,43 | 1,89 |
| <i>Transport</i> | 459,3 | 670,1 | 1,46 | 1,93 |
| <i>Communication</i> | 813,3 | 855,3 | 1,05 | 1,39 |
| <i>Loisirs et culture</i> | 619,3 | 825,3 | 1,33 | 1,76 |
| <i>Education</i> | 576,9 | 1455 | 2,52 | 3,33 |
| <i>Restaurants et hôtel</i> | 576,2 | 853,4 | 1,48 | 1,95 |
| <i>Autres biens et services</i> | 551,1 | 620,5 | 1,13 | 1,49 |

Encadré : La notion d'unité physique

Quatre postulats permettent de mieux caractériser l'unité physique :

Postulat 1:

L'UP détermine une prestation basique d'investissement public (salle de classe construite, salle de classe équipée, route en terre réhabilitée, appui pour palmeraie...);

Postulat 2 :

L'UP se suffit en elle même en ce sens qu'elle constitue tout ou partie d'un investissement déjà exploitable (un km de route bitumée pourrait être en service sans attendre nécessairement la finalisation du projet,...) ;

Postulat 3:

L'UP est fractionnable mais n'admet pas de sous multiples

(Illustration: pour des raisons de modélisation, une fondation achevée pourrait s'évaluer à 10% des travaux de construction d'une salle de classe. Cependant, ceci ne représente pas une « déci salle de classe » qui correspondrait à un bâtiment destiné à accueillir le dixième d'élèves d'une salle de classe standard.);

Postulat 4 :

Les données en UP, consolidées en cours d'exécution d'un projet, sont virtuelles.

Cette préoccupation se dissipe à la fin d'un projet abouti : par exemple, une route ne s'exécute pas km après km. Cependant, par modélisation en UP, des terrassements seraient traduits en km fini de route.

NB: Ce dernier postulat induit l'exigence de terminer tout projet engagé pour que son suivi en UP cadre avec sa réalité concrète.

L'unité physique est donc *la prestation élémentaire, utile en soi, de la décomposition physique d'un projet en éléments simples pouvant être dénombrés et dont la somme constitue le projet tout entier.*

Trois types d'unités physiques correspondant aux trois phases du processus budgétaire : (i) **UPP** : unité physique programmée (c'est ce qui est prévu au moment de la budgétisation) ; (ii) **UPC** : unité physique commandée (celle qui émane des éléments de la commande) ; (iii) **UPR** : unité physique réalisée (prestations effectives). Pour un projet d'investissement public bien mené, l'égalité cyclique suivante devrait être vérifiée : $UPP=UPC=UPR$.

Quelques exemples d'unités physiques : logistique (ordinateur et autres pour évaluation de projets) ; un séminaire sur évaluation du projet ; une campagne de sensibilisation ; jour de mission ; litre de carburant ; etc.

2.1.2. Elaboration du Plan d'Actions Prioritaires (PAP)

Se déduisant du PA, l'élaboration du PAP s'est faite à travers la priorisation et la planification pluriannuelle des activités. La priorisation a consisté à déterminer pour chaque action, le sous-ensemble d'activités devant prioritairement bénéficier des financements arrêtés. Les principales clés de priorisation des actions ont été celles de l'enchaînement logique des actions et de la répartition du budget disponible, sur la base du poids prévisionnel de chaque programme.

2.1.3. Elaboration du plan de financement

Le plan de financement permet d'assurer la cohérence et la faisabilité financière de la Stratégie. Il indique comment les différents postes de dépenses prévus seront financés dans le temps, c'est-à-dire les sources de financement et l'affectation des ressources pour les années considérées.

Sur la base des informations connues sur les financements disponibles et les Partenaires au développement du Gabon, le plan de financement pluriannuel de la Stratégie fait intervenir les ressources programmées dans le budget de l'Etat, et le PNUD comme chef de file des PTF.

2.2. Synthèse des choix stratégiques de la Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux

▪ *Enjeux et défis*

i. Assainissement des finances publiques :

La corruption et le blanchiment des capitaux font perdre à l'Etat d'importantes ressources budgétaires nécessaires au développement du pays. Les défis à relever dans le cadre de l'assainissement des finances publiques portent sur : (i) la formation et la responsabilisation des gestionnaires de crédit ; (ii) la mise en place de mécanismes fiables pour la sécurisation des recettes budgétaires ; (iii) le renforcement du contrôle de la gestion budgétaire ; (iv) l'achèvement des réformes relatives à la gestion des finances publiques ; (v) la transparence dans la gestion des finances publiques, notamment le système de passation de marchés publics (vi) l'application systématique des sanctions prévues par la réglementation en vigueur contre les gestionnaires indécents ; (vii) la production des comptes fiables dans les délais requis pour permettre le suivi de la trésorerie et la reddition des comptes publics.

ii. Meilleure redistribution des retombées de la croissance économique :

La corruption et le blanchiment des capitaux ont conduit à un enrichissement illicite d'une minorité de citoyens créant ainsi des écarts de richesses importants dans le pays. Afin d'améliorer la redistribution des richesses, les défis à relever sont : (i) la recherche d'une allocation optimale des ressources publiques dans les secteurs prioritaires de lutte contre la pauvreté ; (ii) la mise en place d'un système équitable de distribution du revenu national ; (iii) l'allègement de l'imposition des classes à faible revenu, (iv) l'amélioration de l'accès par les groupes vulnérables aux services sociaux de base.

- ***Vision de la stratégie***

«A l'horizon 2025, le Gabon est un pays où l'intégrité guide le comportement de l'ensemble des citoyens et gouverne la gestion des affaires publiques dans un Etat modernisé, assurant une redistribution juste, équitable et transparente des fruits de la croissance, pour un développement harmonieux».

- ***Objectif global***

Appuyer le processus de transformation sociale du Gabon dans la perspective du renforcement de l'Etat de droit, de la démocratie, de la participation effective à la gestion publique, de la transparence et surtout du refus de la corruption.

- ***Objectif stratégique***

L'objectif stratégique global est de réduire significativement le phénomène de la corruption et du blanchiment des capitaux au Gabon et son impact sur le développement.

- ***Effets***

- **Effet n° 1** : L'administration publique gabonaise dispose de capacités et compétences nécessaires pour la conduite et la gestion efficace des politiques de développement.
- **Effet n° 2** : Une accélération de la croissance accompagnée d'un recul de la pauvreté à travers une meilleure distribution de la richesse nationale et un développement harmonieux du pays dans son ensemble.

- ***Résultats***

- **Résultat 1** : Une économie gabonaise transformée et diversifiée affiche une croissance soutenue du secteur non pétrolier dont le taux se situe à une moyenne de 10% l'an.
- **Résultat 2** : Le Gabon est sorti de la zone de corruption endémique avec une note d'au moins égale à 5 sur 10 selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International.

- ***Priorités et orientations stratégiques et politiques et engagements internationaux***

Au niveau international, le Gabon a pris un ensemble d'engagements en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. Ceux-ci portent sur : l'instauration de la transparence dans la gestion des affaires publiques ; la consolidation de l'état de droit ; la participation de toutes les composantes de la société au développement du pays ; la promotion de la bonne gouvernance ; le respect des quarante recommandations du GAFI en faveur de la lutte contre le blanchiment des capitaux (notamment la déclaration de principes sur le blanchiment des capitaux ; les principes fondamentaux sur les activités bancaires ; le devoir de diligence au sujet de la clientèle bancaire) ; la mise en place harmonisée et concertée des mesures appropriées à la lutte contre le blanchiment des capitaux dans la CEMAC.

Au niveau national, le Gabon a retenu les orientations majeures ci-après pour son développement : (i) modernisation de la gestion des finances publiques ; (ii) promotion des valeurs d'éthique, d'égalité, de neutralité et de transparence.

2.3. Opérationnalisation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux

La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux doit être opérée à travers cinq axes stratégiques qui sont soutenus par six programmes.

Axes stratégiques retenus pour la SNLCCBC : (i) Prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (ii) Education pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (iii) Amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens pour réduire leur vulnérabilité face à la corruption ; (iv) Développement et dissémination de meilleures pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (v) Systématisation des Sanctions des actes de corruption et de blanchiment des capitaux.

Programmes de mise en œuvre de la Stratégie : (i) Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (ii) Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes ; (iii) Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux ; (iv) Promotion et Valorisation de l'intégrité morale ; (v) Répression des actes de corruption et de blanchiment des capitaux ; (vi) Gestion, Coordination et Suivi-Evaluation de la Stratégie de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux.

2.3.1. Présentation synthétique des programmes globaux

Cette partie vise à réaliser une présentation synthétique des programmes globaux. Pour chaque programme global, il s'agit d'effectuer sa caractérisation et de présenter sous leur forme synthétique son plan d'actions et son plan d'actions prioritaires.

2.3.1.1. Programme de mise en œuvre n°1 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

▪ *Caractérisation du programme de mise en œuvre n°1*

1. **Sous-secteur** : Gouvernance
2. **Axe stratégique** : Prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux
3. **Fonction** : Services généraux des administrations publiques
4. **Nom du programme** : RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX
5. **Objectifs du programme** : Actualiser et Renforcer le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux
6. **Résultats du programme** : Le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux réformé, est mieux adapté à l'environnement international et aux réalités nationales de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

7. Indicateurs du programme :

| Nom de l'indicateur | Valeur de référence | Valeur cible (en fin de période) |
|--|---------------------|----------------------------------|
| Proportion des textes caducs qui ont été actualisés | 100% en 2013 | 0% en 2016 |
| Proportion de réformes identifiées en 2013 déjà mis en œuvre | 0% en 2013 | 100% en 2016 |
| Cadre institutionnel rénové et pleinement opérationnel | - | Oui |

8. Stratégie-programme :

Dans le cadre de la prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux, les actions à mener consisteront : (i) en l'actualisation, la révision et l'harmonisation des textes juridiques et réglementaires en matière de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite au Gabon ; (ii) au développement et vulgarisation des outils de prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (iii) au renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.

En droite ligne de ces actions, il sera procédé à :

- ➔ l'incorporation de la DGLCC au sein de la CNLCEI ;
- ➔ la mise en place d'un Comité de Pilotage et d'un Comité de Coordination de la SNLCCBC ;
- ➔ la mise en place d'un Secrétariat Exécutif pour la mise en œuvre de la SNLCCBC ;
- ➔ l'opérationnalisation et le fonctionnement du cadre de partenariat mis en place entre la CNLCEI et L'ANIF ;
- ➔ l'élaboration et la promulgation des textes élargissant le champ de compétences de la CNLCEI et l'ANIF ;
- ➔ la définition et le suivi des indicateurs de mesure de l'ampleur de la corruption et du blanchiment des capitaux ;
- ➔ l'élaboration d'un rapport annuel sur l'évolution du phénomène de la corruption et du blanchiment des capitaux ;
- ➔ l'élaboration et la vulgarisation des codes d'éthique et des manuels de procédures relatifs aux prestations de service de l'administration ;
- ➔ la mise en place d'une base de données de gestion des statistiques sur la corruption et le blanchiment des capitaux ;
- ➔ la publication des données recueillies dans le cadre du suivi de la corruption et du blanchiment des capitaux pour permettre la prise de décision sur les phénomènes de corruption et blanchiment de capitaux.

9. Cadre institutionnel de mise en œuvre : MINISTERE DE LA JUSTICE/
PARLEMENT/PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / CNLCEI/ANIF

10. Responsable coordonnateur de la mise en œuvre : Le Ministre en charge de la Justice

Tableau 6 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°1

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en millions de F CFA) | | | |
|---|--|-----------------------------|----------|----------|----------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Actualisation, révision et harmonisation des textes juridiques et réglementaires en matière de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite au Gabon | Recensement des textes juridiques et réglementaires en matière de LCC et d'enrichissement illicite | 10 588 940 | 0 | 0 | 0 |
| | Révision, harmonisation des textes existants relatifs à la LCC et le BC | 30 901 559 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration d'une Loi spécifique sur la lutte contre la corruption | 28 578 059 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 70 068 558 | 0 | 0 | 0 |
| Renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Elaboration d'un texte redéfinissant les missions de la CNLCEI aux fins du redéploiement de la DGLCC | 31 918 218 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 31 918 218 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 10 1986 776 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | 101 986 776 | | | |

▪ **Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°1**

Toutes les activités inscrites dans le programme de renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux seront mises en œuvre en intégralité au cours de l'année 2013. Par conséquent le PAP du premier programme global est identique à son Plan d'Actions.

2.3.1.2. Programme de mise en œuvre n° 2 : Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes

▪ **Caractérisation du programme de mise en œuvre n° 2**

1. **Sous-secteur** : GOUVERNANCE
2. **Axe stratégique** : Education pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux
3. **Fonction** : Services généraux des administrations publiques
4. **Nom du programme** : EDUCATION A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET PROMOTION DES VALEURS ET COMPORTEMENTS PROBES
5. **Objectifs du programme** : Rendre les citoyens aptes à adopter les comportements probes à travers des sessions de formation, de sensibilisation et d'information sur les méfaits de la corruption et du blanchiment des capitaux

6. **Résultats du programme :** Les citoyens Gabonais à travers des sessions de formation, de sensibilisation et d'information sur les méfaits de la corruption et du blanchiment des capitaux, adoptent de nouvelles attitudes et de nouveaux comportements

7. **Indicateurs du programme :**

| Nom de l'indicateur | Valeur de référence | Valeur cible (en fin de période) |
|---|---------------------|----------------------------------|
| Pourcentage des acteurs formés aux techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux | 0% | 100% |
| Proportion des modules de formation et d'éducation à la citoyenneté et à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux intégrés dans les programmes de formation initiale et/ou continue | 0% | 100% |

8. **Stratégie-programme :**

Le programme « Education » à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux sera centré sur : (i) le renforcement des capacités des acteurs à acquérir et à maîtriser les techniques et méthodes permettant de lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux ; (ii) le renforcement des capacités des citoyens à la défense de leurs droits ; (iii) le développement des programmes d'éducation sur la corruption et le blanchiment des capitaux ; (iii) le développement et l'incorporation des modules d'éducation à la citoyenneté dans les programmes de formation au niveau primaire, secondaire, universitaire et professionnel.

De manière spécifique, les efforts porteront sur :

- ➔ la formation des acteurs aux méthodes de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ;
- ➔ l'appropriation par les acteurs des instruments internationaux de lutte contre la corruption ;
- ➔ la sensibilisation des acteurs sur la criminalisation de la corruption et ses conséquences ;
- ➔ la sensibilisation et l'éducation au culte de l'effort et de la méritocratie, ainsi qu'aux valeurs de la République ;
- ➔ le développement et l'incorporation des modules d'éducation à la citoyenneté dans les programmes de formation initiale et continue ;
- ➔ la formation et l'éducation au civisme ;
- ➔ l'information des citoyens sur les résultats de la mise en œuvre de la SNLCCBC ;
- ➔ la vulgarisation des procédures à respecter pour solliciter les services publics.

9. **Cadre institutionnel de mise en œuvre :** Comité de Coordination de la SNLCCBC/COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET L'ENRICHISSEMENT ILLICITE/ AGENCE D'INVESTIGATIONS FINANCIERE/ Ministère de l'Education

10. **Responsable coordonnateur de la mise en œuvre :** Les Co-présidents du Comité de Coordination

Tableau 7 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°2

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|-------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux | Organisation des sessions de formation des formateurs en techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 47 029 578 | 2 022 779 | 2 022 779 |
| | Appui à l'appropriation des instruments internationaux de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 229 958 685 | 88 680 029 | 88 680 029 |
| | Organisation des campagnes de sensibilisation des acteurs sur les méfaits de la corruption et du blanchiment des capitaux | 0 | 25 606 539 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 302 594 802 | 90 702 808 | 90 702 808 |
| Renforcement des capacités des citoyens à la défense de leurs droits contre des actes de corruption | Mise à la disposition des citoyens des outils de maîtrise de leurs droits et obligations | 0 | 141 888 046 | 141 888 046 | 141 888 046 |
| | Organisation des émissions radio et télé d'information des citoyens sur leurs droits et obligations relatifs à la lutte contre la corruption | 0 | 41 580 000 | 41 580 000 | 41 580 000 |
| | Dotation des différents centres d'information de textes, documents et supports sur les droits et obligations des citoyens | 20 790 000 | 20 790 000 | 20 790 000 | 20 790 000 |
| TOTAL ACTION 2 | | 20 790 000 | 204 258 046 | 204 258 046 | 204 258 046 |
| Développement des programmes d'éducation à la citoyenneté | Instauration de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires, universitaires et des écoles de formation professionnelle | 0 | 42 585 445 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 42 585 445 | 0 | 0 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 20 790 000 | 549 438 293 | 294 960 854 | 294 960 854 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 1 160 150 001 |

▪ **Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°2**

Compte tenu de la contrainte budgétaire de l'année 2013, et la priorité accordée en premier aux activités du premier programme global relatif au renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux, les activités du présent programme budgétisé en 2013 ont fait l'objet de report. Ainsi, l'activité consistant à doter les différents centres d'information de textes, documents et supports sur les droits et obligations des citoyens sera budgétisée uniquement durant les exercices budgétaires 2014 ; 2015 et 2016. Le PAP de ce programme global se présente comme suit :

Tableau 8 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°2

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|---|---|----------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux | Organisation des sessions de formation des formateurs en techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 47 029 578 | 2 022 779 | 2 022 779 |
| | Appui à l'appropriation des instruments internationaux de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 229 958 685 | 88 680 029 | 88 680 029 |
| | Organisation des campagnes de sensibilisation des acteurs sur les méfaits de la corruption et du blanchiment des capitaux | 0 | 25 606 539 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 302 594 802 | 90 702 808 | 90 702 808 |
| Renforcement des capacités des citoyens à la défense de leurs droits contre des actes de corruption | Mise à la disposition des citoyens des outils de maîtrise de leurs droits et obligations | 0 | 141 888 046 | 141 888 046 | 141 888 046 |
| | Organisation des émissions radio et télé d'information des citoyens sur leurs droits et obligations relatifs à la corruption | 0 | 41 580 000 | 41 580 000 | 41 580 000 |
| | Dotation des différents centres d'information de textes, documents et supports sur les droits et obligations des citoyens | 0 | 20 790 000 | 20 790 000 | 20 790 000 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 204 258 046 | 204 258 046 | 204 258 046 |
| Développement des programmes d'éducation à la citoyenneté | Instauration de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires, universitaires et des écoles de formation professionnelle | 0 | 42 585 445 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 42 585 445 | 0 | 0 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 0 | 549 438 293 | 294 960 854 | 294 960 854 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 1 139 360 001 |

2.3.1.3. Programme de mise en œuvre n° 3 : Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux

▪ **Caractérisation du programme de mise en œuvre n°3**

1. **Sous-secteur :** GOUVERNANCE
2. **Axe stratégique :** Amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens pour réduire leur vulnérabilité face à la corruption et au blanchiment des capitaux
3. **Fonction :** Services généraux des administrations publiques
4. **Nom du programme :** REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES ACTEURS FACE A LA CORRUPTION ET AU BLANCHIMENT DES CAPITAUX
5. **Objectif du programme :** Améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs chargés de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux
6. **Résultats du programme :** La vulnérabilité des acteurs en charge de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux est considérablement réduite grâce à une amélioration de leurs conditions de vie et de travail

7. Indicateurs du programme

| Nom de l'indicateur | Valeur de référence | Valeur cible (en fin de période) |
|---|---------------------|----------------------------------|
| Adéquation de la dotation budgétaire dédiée à l'équipement des institutions chargées de lutter contre la corruption et le blanchiment des capitaux en rapport avec les besoins identifiés | - | 100% |
| Proportion des professions présentant des profils de carrière définis et connus | 0% | 100% |
| Proportion de cas de conflit d'intérêt, corruption et/ou de blanchiment de capitaux avérés impliquant les acteurs de la lutte | - | 5% |

8. Stratégie-programme :

Afin de réduire la vulnérabilité des acteurs, le programme de mise en œuvre N°3 portera sur les actions suivantes : (i) renforcement des capacités opérationnelles des institutions de lutte contre la corruption ; (ii) diversification des sources de financement et l'autonomisation financière de la CNLCEI et l'ANIF ; (iii) plaider pour une redistribution équitable de la richesse nationale.

Il s'agira notamment de :

- ➔ préciser le contenu de la notion d'autorité administrative indépendante conféré à la CNLCEI ;
- ➔ opérationnaliser le plan de recrutement et de formation du personnel de la CNLCEI et l'ANIF ;
- ➔ mobiliser les ressources nécessaires à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ;
- ➔ doter les structures impliquées dans la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux de l'ensemble de ressources mobilisées à cet effet ;
- ➔ institutionnaliser l'évaluation annuelle des administrations gabonaises et des agents publics ;
- ➔ élaborer et implémenter des profils de carrière dans l'ensemble des professions ;
- ➔ diversifier les sources de financements de la SNLCCBC
- ➔ développer et établir des partenariats multiformes entre la CNLCEI, l'ANIF et les partenaires au développement du Gabon ;
- ➔ créer et rendre opérationnelle la Coalition Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux ;
- ➔ créer et rendre opérationnelle les Comités Locaux de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux
- ➔ définir un partenariat de coopération internationale en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

9. Cadre institutionnel de mise en œuvre : Présidence de la République/Ministère des Finances/Ministère de la Fonction Publique/ Ministère de la Justice/CNLCEI/ANIF

10. Responsable coordonnateur de la mise en œuvre : Président de la CNLCEI

Tableau 9 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°3

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|--|--|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Pérennisation de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au Gabon | Elaboration et mise en œuvre d'un plan de recrutement et de formation des personnels de la CNLCEI et de l'ANIF | 0 | 197 038 456 | 119 592 000 | 0 |
| | Amélioration du système de gestion des ressources affectées à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 1 108 800 | 65 758 | 0 | 0 |
| | Recherche de nouveaux partenariats pour le financement de la lutte contre la corruption | 1 108 800 | 45 565 763 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 2 217 600 | 242 669 977 | 119 592 000 | 0 |
| Equipement du dispositif de mise en œuvre de la stratégie | Appui à la mise en œuvre de la réforme de l'administration gabonaise | 0 | 7 059 902 | 7 059 902 | 7 059 902 |
| | Appui à la politique de réduction de la pauvreté en République Gabonaise | 0 | 7 670 682 | 7 670 682 | 7 670 682 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 14 730 584 | 14 730 584 | 14 730 584 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 2 217 600 | 257 400 561 | 134 322 584 | 14 730 584 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 408 671 328 |

▪ **Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°3**

Le coût du programme global de réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux est de 2 217 600 FCFA. Ce coût ne grève pas le budget de l'année 2013, par conséquent l'activité ayant généré ce coût a été retenu dans le PAP du programme global. Le PAP de ce programme global correspond donc exactement à son PA.

2.3.1.4. Programme de mise en œuvre n° 4 : Promotion et valorisation de l'intégrité morale

▪ *Caractérisation du programme de mise en œuvre n°4*

1. **Sous-secteur** : GOUVERNANCE

2. **Axe stratégique** : Développement et dissémination de meilleures pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

3. **Fonction** : Services généraux des administrations publiques

4. **Nom du programme** : PROMOTION ET VALORISATION DE L'INTEGRITE MORALE

5. **Objectifs du programme** : Promouvoir des mesures incitatives pour les bonnes pratiques et la dénonciation des actes de corruption et de blanchiment des capitaux

6. **Résultats du programme** : La dénonciation des actes de corruption et de blanchiment des capitaux et l'adoption de bonnes pratiques sont stimulées à travers la promotion des mesures incitatives

7. Indicateurs du programme

| Nom de l'indicateur | Valeur de référence | Valeur cible (en fin de période) |
|---|---------------------|----------------------------------|
| Proportion des services publics labélisés | 0% | 100% |
| Proportion des meilleures pratiques développées qui sont implantées dans les services publics en République Gabonaise | - | 100% |
| Taux de satisfaction des usagers des services publics en République Gabonaise | - | 75 % |

8. Stratégie-programme :

Les actions à mener dans le cadre de ce programme s'articuleront autour de : (i) la promotion des meilleures pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (ii) la reconnaissance du mérite des acteurs en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (iii) le développement d'un programme de communication active sur les effets positifs de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.

Il s'agira à travers ces actions de :

- ➔ accorder des distinctions aux acteurs de lutte contre la corruption et de blanchiment des capitaux ;
- ➔ labelliser les services publics reconnus comme probes ;
- ➔ diffuser les meilleures pratiques et les effets positifs de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.
- ➔ développer et mettre en œuvre un plan de communication spécifique sur la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

9. **Cadre institutionnel de mise en œuvre** : CNLCEI/ANIF/ Ministère de la Justice

10. **Responsable coordonnateur de la mise en œuvre** : Président de la CNLCEI et DG ANIF

Tableau 10 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°4

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|---|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Promotion des meilleures pratiques de LCC et le BC | Elaboration d'un document de référence sur les bonnes pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 29 333 115 | 0 | 0 |
| | Elaboration d'un programme de labellisation | 0 | 46 180 713 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 75 513 829 | 0 | 0 |
| Reconnaissance du mérite des acteurs en matière de LCC et le BC | Attribution des récompenses aux meilleurs acteurs | 177 250 956 | 177 250 956 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| TOTAL ACTION 2 | | 177 250 956 | 177 250 956 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 177 250 956 | 252 764 785 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | 877 945 275 | | | |

▪ **Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°4**

Concernant le programme global promotion et valorisation de l'intégrité morale, l'activité liée à l'attribution des récompenses aux meilleurs acteurs a été programmée uniquement durant les années 2014 ; 2015 et 2016. Le PAP issu du PA est donc :

Tableau 11 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°4

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|---|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Promotion des meilleures pratiques de LCC et le BC | Elaboration d'un document de référence sur les bonnes pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 29 333 115 | 0 | 0 |
| | Elaboration d'un programme de labellisation | 0 | 46 180 713 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 75 513 829 | 0 | 0 |
| Reconnaissance du mérite des acteurs en matière de LCC et le BC | Attribution des récompenses aux meilleurs acteurs | 0 | 177 250 956 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 177 250 956 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 0 | 252 764 785 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | 700 694 319 | | | |

2.3.1.5. Programme de mise en œuvre n° 5 : Répression sans complaisance des actes de corruption et de blanchiment des capitaux

▪ Caractérisation du programme de mise en œuvre n°5

1. **Sous-secteur** : GOUVERNANCE
2. **Axe stratégique** : Systématisation des Sanctions des actes de corruption et de blanchiment des capitaux
3. **Fonction** : Services généraux des administrations publiques
4. **Nom du programme** : REPRESSION SANS COMPLAISANCE DES ACTES DE CORRUPTION ET DE BLANCHIMENT DES CAPITAUX
5. **Objectifs du programme** : (i) Dissuader les citoyens à poser les actes de corruption et de blanchiment de capitaux ; (ii) Eradiquer l'impunité dans les actes de corruption et de blanchiment des capitaux.
6. **Résultats du programme** : L'impunité dans les actes de corruption et de blanchiment des capitaux est considérablement réduite/La propension des citoyens gabonais à commettre des actes de corruption et de blanchiment des capitaux est considérablement diminuée.
7. **Indicateurs du programme**

| Nom de l'indicateur | Valeur de référence | Valeur cible (en fin de période) |
|---|---------------------|----------------------------------|
| Taux d'accroissement annuel du nombre de condamnations liées à des actes de corruption ou de blanchiment des capitaux | 0% | 10% |
| Proportion des dénonciations et des plaintes relatives à des actes de corruption et de blanchiment de capitaux traitées | 0% | 100% |
| Proportion des cas d'interférence dans le traitement des actes de corruption et/ou de blanchiment des capitaux avérés | 100% | 0% |

8. Stratégie-programme :

La répression sera mise en œuvre à travers les actions suivantes : (i) renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur ; (ii) accélération de l'opérationnalisation de la CNLCEI et l'ANIF ; (iii) renforcement de la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.

De manière spécifique, il s'agira pour la CNLCEI de :

- ✓ saisir directement les tribunaux pour les cas avérés de corruption, d'enrichissement illicite et de blanchiment des capitaux par la CNLCEI et l'ANIF ;
- ✓ confisquer les avoirs et biens issus de la corruption et du blanchiment des capitaux ;
- ✓ intensifier les contrôles de l'utilisation des ressources publiques et l'origine des biens des citoyens ;
- ✓ appliquer les sanctions aux agents publics selon la réglementation en vigueur ;
- ✓ recouvrer et verser dans les caisses de l'Etat les ressources détournées ;

- ✓ accorder aux institutions de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux les appuis des partenaires dans le cadre de l'entraide judiciaire ;
- ✓ faire bénéficier aux institutions de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux les transferts de compétences à travers des partenariats spécifiques ;
- ✓ publier systématiquement les sanctions prises dans le cadre de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ;
- ✓ réprimer avec rigueur les actes de représailles à l'encontre des dénonciateurs et témoins ;
- ✓ réactiver les conseils de discipline au sein des administrations publiques;
- ✓ mettre en place une chaîne pénale anti corruption et anti blanchiment des capitaux.

9. **Cadre institutionnel de mise en œuvre** : CNLCEI/ANIF Ministère de la Justice/Juridictions

10. **Responsable coordonnateur de la mise en œuvre** : Ministre de la Justice

Tableau 12 : Plan d'Actions du programme de mise en œuvre n°5

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-----------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Sensibilisation pour l'application des sanctions administratives conformément à la réglementation en vigueur | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| Renforcement de la coopération internationale et d'entraide judiciaire en matière de lutte contre corruption et le blanchiment des capitaux | Développement et mise en œuvre d'ententes de coopération en matière d'entraide judiciaire | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Développement de partenariats pour l'assistance technique en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 197 175 230 |

Tableau 13 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°5

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-----------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Sensibilisation pour l'application des sanctions administratives conformément à la réglementation en vigueur | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| Renforcement de la coopération internationale et d'entraide judiciaire en matière de lutte contre corruption et le blanchiment des capitaux | Développement et mise en œuvre d'ententes de coopération en matière d'entraide judiciaire | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Développement de partenariats pour l'assistance technique en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 197 175 230 |

2.3.1.6. Programme de mise en œuvre n° 6 : Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

▪ **Caractérisation du programme de mise en œuvre n° 6**

1. **Sous-secteur** : GOUVERNANCE
2. **Axe stratégique** : Programme support
3. **Fonction** : Services généraux des administrations publiques
4. **Nom du programme** : GESTION, COORDINATION ET SUIVI-EVALUATION DE LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX
5. **Objectifs du programme** : (i) Orienter, superviser et assurer la mise en œuvre effective de la stratégie ; (ii) documenter le niveau de performance atteint par les actions mises en œuvre ; (iii) assurer le monitoring et l'évaluation de la performance de la mise en œuvre de la stratégie
6. **Résultats du programme** : La supervision de la mise en œuvre de la stratégie est assurée/Le niveau de performance atteint grâce à la mise en œuvre des actions de la SNLCCBC est documenté/Le monitoring et l'évaluation de SNLCCB sont assurés
7. **Indicateurs du programme**

| Nom de l'indicateur | Valeur de référence | Valeur cible (en fin de période) |
|--|---------------------|----------------------------------|
| Taux de réalisation des activités des programmes opérationnels ¹ | 0% | 100% |
| Dispositif institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie en place et pleinement opérationnel | Non | Oui |
| Objectifs visés par la Stratégie atteints et résultats escomptés produits | - | Oui |

¹ L'expression « programmes opérationnels » renvoie aux cinq premiers programmes du PAP

8. Stratégie-programme :

Le programme regroupera les actions concourant à assurer une mise en œuvre efficace et efficiente des programmes opérationnels.

De manière concrète, il s'agira :

- ➔ de mettre en place et rendre opérationnel le dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie ;
- ➔ d'organiser le dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie suivant un cadre juridique qui en fixe les attributions, le fonctionnement et les interactions avec les autres organes ;
- ➔ d'évaluer puis valider par le comité de pilotage les besoins des programmes opérationnels après avis de l'organe de coordination ;
- ➔ de valider les programmes fonctionnels de l'exécution des programmes ;
- ➔ pour le comité de coordination de valider les PTA de tous les programmes et d'examiner tous les rapports d'exécution des programmes ;
- ➔ pour le Secrétariat Exécutif de conduire les activités de mise en œuvre des programmes globaux et veiller à l'accompagnement de celles relevant des programmes sectoriels ;
- ➔ d'enregistrer trimestriellement les données relatives à l'exécution des programmes et évaluer les changements induits ;
- ➔ de mobiliser l'expertise pour documenter le suivi/évaluation de la mise en œuvre de la stratégie ainsi que les impacts subséquents.

9. Cadre institutionnel de mise en œuvre : COPIL

10. Responsable coordonnateur de la mise en œuvre : Président du COPIL

Tableau 14 : Plan d'Action du programme de mise en œuvre n°6

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|--|---|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Mise en place du dispositif institutionnel de mise en œuvre de la stratégie | Mise en place du Comité de Pilotage | 2 323 099 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place du Comité de Coordination | 333 099 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place de la Cellule d'implémentation de la SNLCCBC (Secrétariat exécutif) | 18 645 520 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place des Comités Lcaux de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des capitaux | 3 980 000 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place de la Coalition Nationale de LCC | 5 939 650 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 31 221 368 | 0 | 0 | 0 |
| Equipement du dispositif de mise en œuvre de la stratégie | Location des bureaux pour le fonctionnement du COMCOOR | 31 536 000 | 31 536 000 | 31 536 000 | 31 536 000 |
| | Equipement en matériels de bureaux | 18 260 496 | 1 050 816 | 1 050 816 | 1 050 816 |
| | Equipement en matériels roulants | 42 131 142 | 43 091 097 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 91 927 638 | 75 677 913 | 32 586 816 | 32 586 816 |
| Implémentation des missions des organes de suivi-évaluation | Production des outils de suivi de l'exécution des programmes et projets | 262 548 | 0 | 0 | 0 |
| | Réalisation de l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie | 0 | 16 973 274 | 56 589 833 | 112 179 666 |
| TOTAL ACTION 3 | | 262 548 | 16 973 274 | 56 589 833 | 29 048 274 |
| Implémentation des missions du Comité de Pilotage | Organisation du Comité de Pilotage du premier semestre | 6 643 980 | 6 643 980 | 6 643 980 | 6 643 980 |
| | Organisation du Comité de Pilotage du deuxième semestre | 6 643 980 | 6 643 980 | 6 643 980 | 6 643 980 |
| TOTAL ACTION 4 | | 13 287 960 | 13 287 960 | 13 287 960 | 13 287 960 |
| Implémentation des missions du COMCOR | Organisation du Comité de Coordination du premier trimestre | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Organisation du Comité de Coordination du deuxième trimestre | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Organisation du Comité de Coordination du troisième trimestre | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Organisation du Comité de Coordination du quatrième trimestre | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Gestion du fonctionnement des organes de la mise en œuvre et de suivi de la stratégie | 103 650 002 | 207 300 004 | 207 300 004 | 207 300 004 |
| | Accompagnement technique de la mise en œuvre de la première phase de la Stratégie par le PNUD | 24 500 000 | 24 500 000 | 24 500 000 | 24 500 000 |
| TOTAL ACTION 5 | | 134 477 602 | 238 127 604 | 238 127 604 | 238 127 604 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 271 177 116 | 344 066 751 | 340 592 213 | 313 050 654 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 1 268 886 734 |

Tableau 15 : Plan d'Actions Prioritaires du programme de mise en œuvre n°6

| Désignation des Actions | Désignations des Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|--|---|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Mise en place du dispositif institutionnel de mise en œuvre de la stratégie | Mise en place du comité de pilotage | 2 323 099 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place du comité de coordination | 333 099 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place de la Cellule d'implémentation de la SNLCCBC (Secrétariat exécutif) | 18 645 520 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place des comités locaux de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 3 980 000 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place de la Coalition Nationale de LCC | 5 939 650 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 31 221 368 | 0 | 0 | 0 |
| Equipement du dispositif de mise en œuvre de la stratégie | Location des bureaux pour le fonctionnement du COMCOOR | 15 768 000 | 31 536 000 | 31 536 000 | 31 536 000 |
| | Equipement en matériels de bureaux | 18 260 496 | 1 050 816 | 1 050 816 | 1 050 816 |
| | Equipement en matériels roulants | 42 131 142 | 43 091 097 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 76 159 638 | 75 677 913 | 32 586 816 | 32 586 816 |
| Implémentation des missions des organes de suivi-évaluation | Production des outils de suivi de l'exécution des programmes et projets | 262 548 | 0 | 0 | 0 |
| | Réalisation de l'évaluation à mi parcours de la Stratégie | | 16 973 274 | 56 589 833 | 112 179 666 |
| TOTAL ACTION 3 | | 262 548 | 16 973 274 | 56 589 833 | 29 048 274 |
| Implémentation des missions du Comité de Pilotage | Organisation du Comité de Pilotage du premier semestre | 0 | 6 643 980 | 6 643 980 | 6 643 980 |
| | Organisation du Comité de Pilotage du deuxième semestre | 6 643 980 | 6 643 980 | 6 643 980 | 6 643 980 |
| TOTAL ACTION 4 | | 6 643 980 | 13 287 960 | 13 287 960 | 13 287 960 |
| Implémentation des missions du COMCOOR | Organisation du Comité de Coordination du premier trimestre | 0 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Organisation du Comité de Coordination du deuxième trimestre | 0 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Organisation du Comité de Coordination du troisième trimestre | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Organisation du Comité de Coordination du quatrième trimestre | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 | 1 581 900 |
| | Gestion du fonctionnement des organes de la mise en œuvre et de suivi de la stratégie | 103 650 002 | 207 300 004 | 207 300 004 | 207 300 004 |
| | Accompagnement technique de la mise en œuvre de la première phase de la Stratégie par le PNUD | 24 500 000 | 24 500 000 | 24 500 000 | 24 500 000 |
| TOTAL ACTION 5 | | 131 313 802 | 238 127 604 | 238 127 604 | 238 127 604 |
| TOTAL PROGRAMME | | 245 601 336 | 344 066 751 | 340 592 213 | 313 050 654 |
| TOTAL SUR 4 ANS | | | | | 1 243 310 954 |

2.3.2. Présentation synthétique des programmes sectoriels

La présentation synthétique des programmes sectoriels comprend dans un premier temps la caractérisation de chaque programme sectoriel et dans un second temps la présentation du PA et du PAP. L'absence d'informations sur la contrainte budgétaire au niveau sectoriel n'a pas permis de réaliser la priorisation des actions du PA. Dans un tel contexte, le PAP se confond avec le PA.

2.3.2.1. Programme du secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics

- **Caractérisation du programme sectoriel Budget d'Investissement Public et Marchés Publics**

| |
|---|
| Secteur : <i>Budget d'Investissement Public et Marchés Publics</i> |
| Programme : <i>Programme de LCCBC dans le secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics</i> |
| Objectifs : <i>(i) améliorer la transparence dans le secteur BIP et Marchés Publics ; (ii) renforcer la cadre juridique et institutionnel et réglementaire de gestion du BIP et des Marchés Publics ; (iii) réduire la vulnérabilité des acteurs du BIP et des Marchés Publics face à la corruption ; (iv) promouvoir les bonnes pratiques dans le domaine des investissements publics et l'exécution des marchés publics ; (v) dissuader les actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur du BIP et des Marchés Publics</i> |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none">• <i>Taux de réalisation des projets d'investissement public</i>• <i>Taux de déperdition des marchés publics</i> |
| Baseline : <i>Taux de réalisation des marchés publics inférieur à 90%</i> |
| Cible : <i>Les marchés publics sont réalisés à 100% à l'horizon 2014 dans les normes</i> |
| Responsable de la mise en œuvre : <i>Ministre en charge du budget</i> |

Tableau 16 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Budget d'Investissement Public et Marchés Publics

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : PREVENTION de la Corruption et du Blanchiment des Capitaux dans le Secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics | | | | | |
| Amélioration de l'évaluation de la transparence et de l'objectivité dans la gestion du BIP | Mise en place de la brigade de contrôle de l'exécution du BIP | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| | Intensification des contrôles de l'exécution du BIP | 43 875 000 | 43 875 000 | 43 875 000 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 44 875 000 | 43 875 000 | 43 875 000 | 0 |
| Vulgarisation de la LOLF | Communication sur la LOLF à l'endroit des acteurs impliqués | 0 | 2 685 400 | 497 500 | 497 500 |
| | Communication gouvernementale sur la LOLF à l'endroit du grand public | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 3 685 400 | 1 497 500 | 1 497 500 |
| Mise en place d'un instrument d'amélioration du respect des normes en matière de l'exécution du BIP | Elaboration des codes d'éthique sur la gestion du BIP | 0 | 5 760 325 | 0 | 0 |
| | Production du journal des projets du BIP | 0 | 54 697 500 | 54 697 500 | 54 697 500 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 60 457 825 | 54 697 500 | 54 697 500 |
| Mise en place d'un instrument d'amélioration du respect des normes en matière des marchés publics | Elaboration d'un code d'éthique de marchés publics | 0 | 5 760 325 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 5 760 325 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Intensification des contrôles des marchés publics | Mise en place de la commission de contre expertise de l'exécution des marchés publics | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Réalisation des contrôles de contre expertise des marchés publics | 0 | 29 250 000 | 29 250 000 | 29 250 000 |
| TOTAL ACTION 5 | | 0 | 29 250 000 | 29 250 000 | 29 250 000 |
| Instauration d'une méthode électronique de passation de marchés | Elaboration d'une base de données de gestion des marchés publics | 0 | 5 760 325 | 0 | 0 |
| | Développement d'un site internet de publication des marchés publics | 0 | 5 760 325 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 6 | | 0 | 11 520 650 | 0 | 0 |
| Composante 2 : EDUCATION pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le Secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs du BIP en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Organisation des séminaires de formation des acteurs aux méthodes de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 15 319 000 | 146 250 | 146 250 |
| TOTAL ACTION 7 | | 0 | 15 319 000 | 146 250 | 146 250 |
| Vulgarisation des codes | Communication sur les codes | 0 | 4 144 000 | 497 500 | 497 500 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|-----------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| d'éthique sur la gestion du BIP | d'éthique sur la gestion du BIP à l'endroit des acteurs impliqués | | | | |
| | Communication gouvernementale sur les codes d'éthique sur la gestion du BIP à l'endroit du grand public | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| | Session de formation sur les codes d'éthique sur la gestion du BIP à l'endroit des acteurs impliqués | 0 | 5 707 000 | 2 457 000 | 438 750 |
| TOTAL ACTION 8 | | 0 | 10 851 000 | 3 954 500 | 1 936 250 |
| Vulgarisation du code d'éthique des Marchés Publics | Communication sur les codes d'éthique des Marchés Publics à l'endroit des acteurs impliqués | 0 | 4 144 000 | 4 144 000 | 4 144 000 |
| | Communication gouvernementale sur les codes d'éthique des Marchés Publics à l'endroit du grand public | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| | Session de formation sur les codes d'éthique des Marchés Publics | 0 | 5 707 000 | 2 457 000 | 2 457 000 |
| TOTAL ACTION 9 | | 0 | 10 851 000 | 7 601 000 | 7 601 000 |
| Conception et promotion des codes de déontologie concernant les Maîtres d'Ouvrages/Maîtres d'Ouvrages-Délégués, les membres des Commissions de Passation des Marchés et des Commissions techniques | Elaboration des codes de déontologie concernant les Maîtres d'Ouvrages/Maîtres d'Ouvrages-Délégués, les membres des Commissions de Passation des Marchés et des Commissions techniques | 0 | 5 760 325 | 0 | 0 |
| | Communication sur les codes de déontologie concernant les Maîtres d'Ouvrages/Maîtres d'Ouvrages-Délégués, les membres des Commissions de Passation des Marchés et des Commissions techniques | 0 | 4 144 000 | 497 500 | 497 500 |
| | Communication gouvernementale sur les codes de déontologie concernant les Maîtres d'Ouvrages/Maîtres d'Ouvrages-Délégués, les membres des Commissions de Passation des Marchés et des Commissions techniques | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| | Session de formation sur les codes de déontologie concernant les Maîtres d'Ouvrages/Maîtres d'Ouvrages-Délégués, les membres des Commissions de Passation des Marchés et des Commissions techniques | 0 | 5 707 000 | 2 457 000 | 2 457 000 |
| TOTAL ACTION 10 | | 0 | 16 611 325 | 3 954 500 | 3 954 500 |
| Composante 3 : Conditions de réduction de la vulnérabilité des acteurs gabonais du Secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics face à la corruption et au blanchiment des capitaux | | | | | |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|--|-----------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Dotation des structures impliquées dans la préparation, l'exécution et le suivi du BIP en ressources humaines, matérielles et financières appropriées | Recrutement de ressources humaines pour les structures en charge de la préparation, l'exécution et le suivi du BIP | 0 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| | Equiperment en matériels des structures en charge de la préparation, l'exécution et le suivi du BIP | 0 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 |
| TOTAL ACTION 11 | | 0 | 19 000 000 | 19 000 000 | 19 000 000 |
| Promotion de la budgétisation basée sur la Gestion Axée sur les Résultats | Elaboration du nouveau régime financier de l'Etat | 0 | 13 760 325 | 0 | 0 |
| | Mise en place du budget programme | 0 | 14 760 325 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 12 | | 0 | 28 520 650 | 0 | 0 |
| Dotation des CPM en ressources appropriées | Revalorisation du budget standard des CPM | 0 | 260 325 | 0 | 0 |
| | Instauraton des conditions d'obligation et de prise de conscience professionnelle | 0 | 1 000 000 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 13 | | 0 | 1 260 325 | 0 | 0 |
| Amélioration de l'efficacité de la chaîne de traitement des DAO | Réduction des délais, les étapes dans le traitement et la constitution des DAO | 0 | 304 200 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 14 | | 0 | 304 200 | 0 | 0 |
| Composante 4 : INCITATION des acteurs gabonais du Secteur Budget d'Investissement Public et Marchés à adopter des comportements probes | | | | | |
| Récompense du mérite des meilleurs acteurs | Distribution des prix aux meilleurs acteurs du BIP et des marchés publics | 0 | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| TOTAL ACTION 15 | | 0 | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| Récompense aux acteurs reconnus pour leur probité | Distribution des prix aux acteurs reconnus pour leur probité | 0 | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| TOTAL ACTION 16 | | 0 | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| Amélioration des conditions de travail et de rémunération des agents du secteur des MP | Plaidoyer pour l'institution d'une prime spéciale pour les agents du secteur des MP | 0 | 362 700 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 17 | | 0 | 362 700 | 0 | 0 |
| Promotion des projets réalisés selon les bonnes pratiques | Distribution des prix aux prestataires ayant réalisé des projets dans les bonnes pratiques | 0 | 20 377 325 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| TOTAL ACTION 18 | | 0 | 20 377 325 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| Composante 5 : SANCTIONS systématiques des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le Secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics | | | | | |
| Mise en place d'un dispositif pénal approprié dans le secteur BIP et MP | Mise en place d'un mécanisme de recours et de traitement des plaintes relatives au BIP et aux MP | 0 | 318 825 | 0 | 0 |
| | Mise en place d'un système de pénalisation des prestataires véreux et corrompus | 0 | 9 000 000 | 9 000 000 | 9 000 000 |
| | Elaboration d'une loi sur l'accès à l'information de tous les acteurs | 0 | 362 349 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | dans le secteur BIP et MP | | | | |
| | Combinaison des sanctions administratives et pénales dans le secteur BIP et MP | 0 | 5 833 099 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 19 | | 0 | 15 514 273 | 9 000 000 | 9 000 000 |
| Mise en place d'un dispositif dissuasif des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur BIP et MP | Publication des sanctions prises dans le cadre de la LCCBC dans le secteur BIP et MP | 0 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 |
| | Recouvrement des ressources détournées auprès des auteurs de corruption dans le secteur BIP et MP | 0 | 50 260 325 | 40 000 000 | 40 000 000 |
| TOTAL ACTION 20 | | 0 | 54 260 325 | 44 000 000 | 44 000 000 |
| TOTAL BUDGET ANNUEL | | 44 875 000 | 349 041 648 | 239 093 250 | 193 200 000 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 826 9 898 |

2.3.2.2. Programme du secteur Privé et Climat des Affaires

■ Caractérisation du programme sectoriel Secteur Privé et Climat des Affaires

| |
|--|
| <i>Secteur Privé et Climat des Affaires</i> |
| Programme : <i>Programme de LCCBC dans le secteur Privé et Climat des Affaires</i> |
| Objectifs : <i>(i) instaurer la déontologie, l'éthique et la bonne gouvernance dans les affaires ; (ii) Sensibiliser à la promotion de l'image de marque du Gabon ; (iii) Faciliter l'entreprise des affaires au Gabon ; (iv) Amener les acteurs du secteur à adopter des comportements de probité ; (v) Systématiser les sanctions pour tout acte avéré de corruption et d'enrichissement illicite.</i> |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none"> • Effectivité du suivi des fortunes des agents publics ; • Proportion des ministères ayant bénéficié d'un renforcement de capacités en matière de promotion de l'image de marque du Gabon ; • Proportion des obstacles aux investissements identifiés levés dans le cadre du dialogue public-privé ; • Taux d'accroissement des récompenses adressées aux acteurs ayant des comportements probes dans les milieux d'affaires ; • Proportion des cas de corruption et de blanchiment des capitaux avérés condamnés par les juridictions compétentes dans le secteur. |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none"> • Non • - • 0 % • - • - |
| Cible : <ul style="list-style-type: none"> • Oui • 100 % • 100 % • 50 % • 100 % |
| Responsable de la mise en œuvre : Ministère en charge de l'Economie |

Tableau 17 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Secteur Privé et Climat des Affaires

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : PREVENTION de la Corruption et du Blanchiment des Capitaux dans le Secteur Budget d'Investissement Public et Marchés Publics | | | | | |
| Renforcement des outils et mécanismes en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le milieu des affaires | Mise en place d'un système efficace (transparence, délais) d'évaluation des offres en matière d'attribution des marchés | 39 250 083 | 0 | 0 | 0 |
| | Intensification des contrôles sur les offres des marchés publics | 0 | 16 399 374 | 16 399 374 | 16 399 374 |
| | Adoption d'un code d'éthique sur la corruption et le blanchissement des capitaux dans le secteur privé et le climat des affaires | 21 182 595 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 60 432 679 | 16 399 374 | 16 399 374 | 16 399 374 |
| Systématisation de la déclaration des biens/fortunes par les agents publics assujettis à cette formalité | Réalisation d'une étude diagnostic sur le dispositif et le fonctionnement de la déclaration des biens/fortunes par les agents publics | 25 327 195 | 0 | 0 | 0 |
| | Renforcement du dispositif de déclaration des biens/fortunes au Gabon | 0 | 5 369 641 | 5 369 641 | 0 |
| | Sensibilisation sur les sanctions encourues en cas de non déclaration | 0 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 |
| TOTAL ACTION 2 | | 25 327 195 | 10 369 641 | 10 369 641 | 5 000 000 |
| Composante 2 : EDUCATION pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le Secteur Privé et Climat des Affaires | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs du Secteur Privé en matière de lutte contre corruption et de blanchiment des capitaux | Organisation d'ateliers de sensibilisation des agents publics et des opérateurs économiques sur la nécessité d'améliorer la perception du Gabon à l'international, et son classement par les agences internationales de notation à travers la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 0 | 3 714 965 | 3 714 965 | 3 714 965 |
| | Vulgarisation des textes relatifs à la corruption, à l'enrichissement illicite et au blanchissement des capitaux, à l'intention des acteurs du secteur privé et responsables du climat des affaires | 0 | 4 821 642 | 4 821 642 | 0 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 8 536 608 | 8 536 608 | 3 714 965 |
| Renforcement des capacités des agents publics et des opérateurs économiques en matière de déontologie, d'éthique, et de bonne gouvernance dans les affaires. | Organisation de séminaires de formation en matière de déontologie, d'éthique et de bonne gouvernance dans les affaires | 0 | 9405426 | 9405426 | 9405426 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 9405426 | 9405426 | 9405426 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|---|-----------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Développement et incorporation des modules de formation des magistrats adaptés aux métiers des affaires | Adaptation de la formation des magistrats aux métiers des affaires, et en vue de leur appropriation des dispositions des instruments juridiques nationaux et internationaux en matière de corruption, d'enrichissement illicite et de blanchissement des capitaux | 0 | 0 | 44 855 173 | 44 855 173 |
| | Organisation de séminaires de formation des magistrats pour une appropriation des dispositions juridiques spécifiques aux métiers des affaires | 0 | 20 329 447 | 20 329 447 | 20 329 447 |
| TOTAL ACTION 5 | | 0 | 20 329 447 | 65 184 621 | 65 184 621 |
| Renforcement de la communication entre les secteurs public et privé | Renforcement du dialogue public - privé sur le climat des affaires | 0 | 25 713 195 | 25 713 195 | 25 713 195 |
| | Elaboration et diffusion d'un bulletin d'informations sur les progrès réalisés en ce qui concerne les recommandations du dialogue public-privé | 0 | 2 493 965 | 2 493 965 | 2 493 965 |
| | Communication des progrès réalisés par le Gouvernement gabonais en matière d'amélioration du climat des affaires | 0 | 11 364 500 | 11 364 500 | 11 364 500 |
| TOTAL ACTION 6 | | 0 | 39 571 660 | 39 571 660 | 39 571 660 |
| Composante 3 : Amélioration des CONDITIONS de travail des acteurs du Secteur Privé et Climat des Affaires | | | | | |
| Amélioration de l'attractivité du Gabon à travers la révision de son système d'imposition des impôts et taxes | Réalisation d'une étude sur l'efficacité du système d'imposition des impôts et taxes au Gabon | 0 | 25 327 195 | 0 | 0 |
| | Conduite d'un plaidoyer en vue de l'amélioration de l'efficacité du système d'imposition au Gabon | 0 | 4 963 200 | 0 | 0 |
| | Mise en place d'un système de traçabilité de l'origine / des transferts des fonds | 0 | 35 944 218 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 7 | | 0 | 66 234 613 | 0 | 0 |
| Dotation des acteurs institutionnels/officiels en ressources nécessaires (capacités humaines, techniques, logistiques etc.) pour la promotion de l'image de marque du Gabon | Réalisation d'une étude sur les ressources nécessaires à la promotion efficace de l'image de marque du Gabon | 0 | 25 713 195 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 8 | | 0 | 25 713 195 | 0 | 0 |
| Composante 4 : INCITATIONS aux meilleures pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le Secteur Privé et Climat des Affaires | | | | | |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Promotion de l'intégrité et de l'éthique dans les milieux d'affaires | Mise en place d'un système et définition des critères et conditions d'octroi de récompenses pour les acteurs reconnus pour leur intégrité et l'application de règles d'éthique dans le secteur | 0 | 19 767 110 | 0 | 0 |
| | Organisation de cérémonies de remise de récompenses aux acteurs reconnus dans le secteur privé pour leur éthique et leur intégrité | 0 | 42 236 164 | 42 236 164 | 42 236 164 |
| TOTAL ACTION 9 | | 0 | 62 003 274 | 42 236 164 | 42 236 164 |
| Composante 5 : Systématisation des Sanctions des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le Secteur Privé et Climat des Affaires | | | | | |
| Systématisation des sanctions pour tout acte avéré de corruption d'enrichissement illicite, et de blanchissement des capitaux (acteurs et complices) | Application rigoureuse de sanctions pour des cas avérés de corruption dans les milieux des affaires | 0 | 195 360 | 195 360 | 195 360 |
| | Communication intensive sur les sanctions appliquées aux différents acteurs du secteur privé avérés de corruption et de blanchiment des capitaux | 0 | 2 079 000 | 2 079 000 | 2 079 000 |
| TOTAL ACTION 10 | | 0 | 2 274 360 | 2 274 360 | 2 274 360 |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment dans la sphère du secteur privé | Mise en place d'un système global de détection et de dénonciation de corruption, d'enrichissement illicite, et de blanchissement des capitaux protégeant les dénonciateurs | 0 | 23 944 472 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 11 | | 0 | 23 944 472 | 0 | 0 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 8 575 9874 | 284 782 076 | 193 977 858 | 183 786 573 |
| TOTAL CUMULE (2013-2016) | | 7 486 382 | | | |

2.3.2.3. Programme du secteur Décentralisation

▪ *Caractérisation du programme sectoriel Décentralisation*

| |
|--|
| Secteur : <i>Décentralisation</i> |
| Programme : <i>Programme de LCCBC dans le secteur Décentralisation</i> |
| Objectifs : <i>(i) Réformer le cadre institutionnel pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux; (ii) Développer un esprit anticorruption et anti blanchiment des capitaux chez les acteurs du secteur;(iii) Rendre plus autonomes les collectivités locales; (iv) Valoriser le mérite des acteurs du secteur en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (v) Mettre en place un mécanisme de dénonciations et de protection des dénonciateurs dans le secteur de la Décentralisation</i> |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none">• <i>Réformes visant à renforcer le cadre institutionnel mises en œuvre</i>• <i>Modules anticorruption et anti blanchiment des capitaux introduits dans les programmes de formation</i>• <i>Proportion de conventions de coopération signées</i>• <i>Taux de progression du nombre d'acteurs distingués d'année en année</i>• <i>Proportion des dénonciations enregistrées et traitées</i> |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none">• <i>Non</i>• <i>Non</i>• <i>-</i>• <i>0%</i>• <i>0%</i> |
| Cible : <ul style="list-style-type: none">• <i>Oui</i>• <i>Oui</i>• <i>50%</i>• <i>15%</i>• <i>100%</i> |
| Responsable de la mise en œuvre : <i>Ministre en charge de la décentralisation</i> |

Tableau 18 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Décentralisation

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : PREVENTION de la Corruption et du Blanchiment des Capitaux dans le Secteur Décentralisation | | | | | |
| Renforcement du cadre juridique de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur de la Décentralisation | Systématisation de l'appel à concurrence dans l'attribution des marchés publics | 269 625 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 269 625 | 0 | 0 | 0 |
| Renforcement du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et du blanchiment des capitaux dans le secteur Décentralisation | Instauration d'un système de gestion axé sur les résultats | 15 036 750 | 15 036 750 | 15 036 750 | 15 036 750 |
| | Mise en place de Comités Locaux de Lutte contre la corruption au sein des Collectivités Locales Extrant : Comités locaux de LCCBC mis en place au niveau des Collectivités Locales | 19 500 000 | 19 500 000 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 34 536 750 | 34 536 750 | 15 036 750 | 15 036 750 |
| Développement et mise en œuvre des outils et instruments de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Décentralisation | Elaboration de manuels de procédures et de gestion des Collectivités Locales | 23 696 800 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration et publication de manuels de l'usager des services des Collectivités Locales | 23 339 950 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place d'un système de sécurisation et de protection de l'état civil gabonais Extrant : Rapport du consultant contenant des propositions concrètes pour la mise en place d'un système de sécurisation et de protection de l'état civil gabonais | 39 093 498 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 3 | | 86 130 248 | 0 | 0 | 0 |
| Composante 2 : EDUCATION pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le Secteur Décentralisation | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs du secteur en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Sensibilisation des électeurs sur les méfaits et les conséquences de la corruption et le blanchiment des capitaux Extrant : Electeurs avertis des méfaits de la corruption et du blanchiment des capitaux | 0 | 35 052 000 | 35 052 000 | 35 052 000 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 35 052 000 | 35 052 000 | 35 052 000 |
| Développement des programmes de formation sur la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Décentralisation | Sensibilisation des électeurs sur les méfaits et les conséquences de la corruption et le blanchiment des capitaux Extrant : Electeurs avertis des méfaits de la corruption et du blanchiment des capitaux | 0 | 21 936 750 | 21 936 750 | 21 936 750 |
| | Développement des curricula sur l'éthique pour les écoles de formation des personnels des Collectivités Locales | 0 | 46 889 250 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | Extrant : modules de LCC et de BC disponibles dans les programmes des institutions de formation du secteur | | | | |
| TOTAL ACTION 5 | | 0 | 68 826 000 | 21 936 750 | 21 936 750 |
| Composante 3 : Conditions de réduction de la vulnérabilité des acteurs du secteur Décentralisation | | | | | |
| Mise en place de plateformes d'échanges sur la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Décentralisation | Mise en place des espaces de dialogue ouverts sur la corruption et le blanchiment des capitaux au sein Extrant : Espaces de dialogue fonctionnels | 807 300 | 807 300 | 807 300 | 807 300 |
| TOTAL ACTION 6 | | 807 300 | 807 300 | 807 300 | 807 300 |
| Composante 4 : INCITATION des acteurs gabonais du Secteur Décentralisation à adopter des comportements probes | | | | | |
| Valorisation du mérite des acteurs du secteur en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Organisation d'un concours du meilleur employé pour chaque collectivité locale | 17 884 050 | 17 884 050 | 17 884 050 | 17 884 050 |
| | Labellisation des services du secteur Mines et Industries Extractives | 0 | 10 626 775 | 9 553 650 | 9 553 650 |
| TOTAL ACTION 7 | | 17 884 050 | 28 510 825 | 27 437 700 | 27 437 700 |
| Composante 5 : SANCTIONS systématiques des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le Secteur Décentralisation | | | | | |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur dans le secteur de la décentralisation | Diffusion systématique des sanctions et autres peines infligées aux coupables des actes de corruption d'enrichissement illicite et de blanchissement des capitaux Extrant : Communiqués sur les sanctions prises à l'encontre d'auteurs d'actes de corruption et d'enrichissement illicite | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| TOTAL ACTION 8 | | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Mise en place d'un mécanisme de dénonciations des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur de la décentralisation | Mettre en place un système de dénonciation des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur Décentralisation Extrant : Rapport du comité présentant des propositions concrètes pour la mise en place d'un système de dénonciation des actes de corruption | 0 | 38 906 000 | 38 906 000 | 38 906 000 |
| TOTAL ACTION 9 | | 0 | 38 906 000 | 38 906 000 | 38 906 000 |
| TOTAL BUDGET ANNUEL | | 139 627 973 | 207 638 875 | 140 176 500 | 140 176 500 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 6 279 848 |

2.3.2.4. Programme du secteur Education

▪ Caractérisation du programme sectoriel Education

| |
|---|
| Secteur : Education |
| Programme : Programme de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux dans le secteur de l'Education |
| Objectifs : (i) Réformer le cadre institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Education ; (ii) Renforcer les capacités de tous les acteurs du secteur à la lutte contre les actes de corruption ; (iii) Améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants ; (iv) promouvoir les comportements probes et les bonnes pratiques de LCC et le BC dans le secteur de l'éducation ; (v) Dissuader les acteurs du secteur Education à commettre des actes de corruption et de blanchiment des capitaux. |
| Indicateurs : <ol style="list-style-type: none">Proportion des réformes de la LCC et du BC intégrées dans le secteur de l'éducation ;Pourcentage des acteurs formés aux techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur ;Taux d'accroissement du ratio budget du secteur éducation sur le nombre d'enseignants/ Nombre d'élèves par enseignant au primaire et au secondaire;Proportion d'établissements du primaire ; secondaire et supérieur implémentant des bonnes pratiques de LCC et le BC dans le secteur de l'éducation/ Taux d'accroissement annuel du nombre de professionnels du secteur éducation récompensés pour leurs comportements probes ;Taux d'accroissement annuel du nombre de sanctions ou de condamnations liées à des actes de corruption ou de blanchiment des capitaux dans le secteur Education. |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none">0 %--/--/-- |
| Cible : <ul style="list-style-type: none">100 %100 %10 %/60100%/10%-5% |
| Responsable de la mise en œuvre : Ministre de l'Education Nationale |

Tableau 19 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Education

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|---|------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption dans le secteur Education | | | | | |
| Renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Education | Elaboration des textes simplifiant les procédures et les conditionnalités d'inscription dans les établissements scolaires et universitaires | 275 989 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration du texte définissant le processus de recrutement et de nomination des enseignants | 261 364 | 0 | 0 | 0 |
| | Révision des textes définissant les procédures de prise en charge du personnel enseignant en cours de recrutement | 0 | 275 989 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 537 353 | 275 989 | 0 | 0 |
| Développement et vulgarisation des instruments et outils de prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Education | Organisation des campagnes de vulgarisation des textes régissant le fonctionnement des établissements scolaires et universitaires | 0 | 32 338 480 | 32 338 480 | 32 338 480 |
| | Elaboration d'un code de conduite pour les professionnels du secteur de l'éducation | 0 | 49 352 282 | 0 | 0 |
| | Elaboration des manuels de procédures relatives au secteur de l'éducation | 1 029 250 | 68 296 077 | 0 | 0 |
| | Organisation des campagnes de sensibilisation des acteurs du secteur au respect des règles d'éthique et de déontologie | 0 | 0 | 31 426 000 | 31 426 000 |
| TOTAL ACTION 2 | | 1 029 250 | 149 986 838 | 63 764 480 | 63 764 480 |
| Composante 2 : Education a la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes dans le secteur l'Education | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur de l'éducation | Organisation des sessions de sensibilisation des acteurs sur la nécessité d'une grande crédibilité du système éducatif Gabonais | 0 | 0 | 31 426 000 | 31 426 000 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 0 | 31 426 000 | 31 426 000 |
| Renforcement des capacités des citoyens à la défense de leurs droits contre des actes de corruption dans le secteur de l'éducation | Organisation de séminaires de formation en matière de déontologie, d'éthique et de bonne gouvernance dans les affaires | 0 | 146 286 000 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 146 286 000 | 0 | 0 |
| Développement des programmes d'éducation à la citoyenneté | Elaboration des modules de formation à la LCC et au BC | 0 | 0 | 18 345 110 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|---|-----------------|------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | pour les niveaux primaire, secondaire et supérieur | | | | |
| | Elaboration d'un texte intégrant les modules de formation à la LCC et au BC dans les différents programmes d'enseignement Extrants : Texte intégrant les modules de formation à la LCC et au BC dans les différents programmes d'enseignement | 0 | 0 | 127 993 | 0 |
| | Mise en place d'un mécanisme d'authentification de diplômes nationaux et d'équivalence de diplômes étrangers Extrants : mécanisme d'authentification de diplômes nationaux et d'équivalence de diplômes étrangers | 0 | 0 | 32 253 301 | 0 |
| | Elaboration du texte mettant en place le mécanisme d'authentification de diplômes nationaux et d'équivalence de diplômes étrangers | 0 | 0 | 222 986 | 0 |
| TOTAL ACTION 5 | | 0 | 0 | 50 949 390 | 0 |
| composante 3: Réduction de la vulnérabilité des acteurs face a la corruption et au blanchiment des capitaux dans le secteur de l'Education | | | | | |
| Pérennisation de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur de l'éducation | Réalisation d'un plaidoyer pour une augmentation des ressources à allouer aux établissements scolaires et universitaires | 0 | 0 | 222 986 | 0 |
| | Conduite d'un plaidoyer pour la réduction des délais de mise à la disposition des budgets des établissements scolaires et universitaires | 0 | 0 | 222 986 | 0 |
| TOTAL ACTION 6 | | 0 | 0 | 445 971 | 0 |
| Amélioration des conditions de travail des acteurs de l'éducation | Construction et équipement des salles de classe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration du texte revalorisant les primes de rendement accordées aux enseignants | 0 | 0 | 0 | 281 486 |
| | Mise en place d'un système de gestion et de suivi des carrières dans le secteur de l'éducation | 0 | 0 | 0 | 45 663 526 |
| TOTAL ACTION 7 | | 0 | 0 | 0 | 45 945 011 |
| Composante 4 : Promotion et de valorisation de l'intégrité morale dans le secteur Education | | | | | |
| Promotion des meilleures pratiques de LCC et le BC dans le secteur de l'éducation | Elaboration d'un répertoire des différentes formes de corruption dans le secteur de l'éducation ainsi que les | 1 029 250 | 39 309 757 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|--|------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | meilleures propositions pour y remédier | | | | |
| Reconnaissance du mérite des acteurs du secteur de l'éducation en matière de LCC et le BC | Attribution des distinctions honorifiques aux des acteurs probes du secteur Education | 0 | 36 521 718 | 36 521 718 | 36 521 718 |
| | Révision des critères d'attribution des distinctions honorifiques en y intégrant les critères de probités | 281 486 | 0 | 0 | 0 |
| Développement d'un plan de communication active sur la LCC et le BC | Organisation des campagnes de sensibilisation sur les méfaits et les conséquences de la corruption dans le secteur éducation | 0 | 41 880 520 | 41 880 520 | 41 880 520 |
| TOTAL ACTION 7 | | 1 310 736 | 117 711 995 | 78 402 238 | 78 402 238 |
| Composante 5 : Systématisation des sanctions des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur Education | | | | | |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Organisation des missions contrôle et d'audit de la gestion des établissements | 0 | 64 638 180 | 64 638 180 | 64 638 180 |
| | Conception d'un système de dénonciation anonyme des cas de corruption et de blanchiment des capitaux | 0 | 0 | 54 438 814 | 0 |
| | Elaboration des textes mettant en place le système de dénonciation anonyme des cas de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur de la santé | 0 | 0 | 142 618 | 0 |
| | Conception d'un mécanisme assurant une transparence dans l'allocation des bourses scolaires et universitaires | 0 | 0 | 54 526 564 | 0 |
| | Elaboration des textes mettant en place le mécanisme assurant une transparence dans l'allocation des bourses scolaires et universitaires | 0 | 0 | 142 618 | 0 |
| | Elaboration d'un code de procédure pour la répression des pratiques de corruption dans le secteur de l'éducation Extrants : code de procédure pour la répression des pratiques de corruption dans le secteur de l'éducation | 0 | 0 | 0 | 54 526 564 |
| | Mise en place des conseils de discipline au sein des établissements d'enseignement | 0 | 186 493 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---------------------------------|--|------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | pour connaître des cas de corruption avérée | | | | |
| | Application stricte des sanctions prévues par la réglementation en vigueur dans le secteur pour des cas avérés de corruption ou de blanchiment de capitaux | 0 | 127 993 | 127 993 | 127 993 |
| | Publications annuelles des listes des auteurs d'actes de corruption sanctionnés dans le secteur de l'éducation | 0 | 1 040 243 | 1 040 243 | 1 040 243 |
| TOTAL ACTION 8 | | 0 | 65 992 909 | 175 057 030 | 120 332 980 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 2 877 339 | 480 253 732 | 400 045 108 | 339 870 709 |
| TOTAL CUMULE (2013-2016) | | | | | 1 223 046 888 |

2.3.2.5. Programme du secteur Finances : Impôts/Douanes/Trésor

▪ Caractérisation du programme sectoriel Finances : Impôts/Douane/Trésor

| |
|---|
| Secteur : Finances : Impôts/Douanes/Trésor |
| Programme : Programme de LCCBC dans le secteur Finances : Impôts/Douanes/Trésor |
| Objectifs : (i) renforcer le cadre réglementaire, de fluidité de l'information, et de la gestion des finances publiques ; (ii) renforcer le système de veille de détection des réseaux de blanchiment des capitaux ; (iii) promouvoir la probité dans la gestion des finances publiques ; (iv) améliorer la performance des administrations de gestion des finances publiques ; (v) éradiquer l'impunité des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur des finances publiques |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none"> • Taux de croissance des montants détournés • Taux de croissance des recettes douanières • Taux de recouvrement des impôts |
| Baseline : Taux de réalisation des marchés publics inférieur à 90% |
| Cible : <ul style="list-style-type: none"> - Le taux de croissance des montants détournés est de -50% à l'horizon 2015 - Taux de recouvrement des impôts est de près de 95% en 2016 |
| Responsable de la mise en œuvre : Ministre en charge des Finances |

Tableau 20 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Finances : Impôts/Douane/Trésor

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : PREVENTION de la Corruption et du Blanchiment des Capitaux dans le Secteur des Finances : Impôts/Douane/Trésor | | | | | |
| Mise en place d'un dispositif de contrôle et de normalisation des recettes | Constitution des unités de contrôle interne des recettes douanières et fiscales | 260 325 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration d'un manuel de procédures des Douanes, Impôts et Trésor | 0 | 14 275 000 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 260 325 | 14 275 000 | 0 | 0 |
| Sécurisation du système d'information | Mise en place d'une base de données de gestion des informations financières | 0 | 18 737 500 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 18 737 500 | 0 | 0 |
| Mise en place d'un mécanisme traçabilité des ressources | Mise en place d'une plateforme informatique de sécurisation des recettes fiscales, douanières et non fiscales | 0 | 15 737 500 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 15 737 500 | 0 | 0 |
| Mise en place d'un mécanisme de suivi des réseaux de blanchiment des capitaux dans le secteur des Finances | Démantèlement des réseaux de blanchiment des capitaux | 0 | 15 737 500 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 15 737 500 | 0 | 0 |
| Composante 2 : EDUCATION pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment dans le Secteur des Finances : Impôts/Douane/Trésor | | | | | |
| Vulgarisation du code de déontologie et d'éthique de la Fonction Publique | Communication sur le code de déontologie et d'éthique de la fonction publique | 0 | 2 486 400 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 5 | | 0 | 2 486 400 | 0 | 0 |
| Introduction de la LCCEI dans les curricula des régies financières | Formatage d'un module sur la LCCEI dans le programme de formation des régies financières | 0 | 289 575 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 6 | | 0 | 289 575 | 0 | 0 |
| Renforcement des capacités des acteurs du secteur de la finance et des potentiels acteurs du secteur | Organisation des ateliers thématiques sur la corruption pour le personnel des finances | 0 | 10 481 500 | 8 131 500 | 8 131 500 |
| | Formation continue des agents de l'Etat du secteur de la finance à la gestion des fonds publics | 0 | 130 579 150 | 130 000 000 | 130 000 000 |
| TOTAL ACTION 7 | | 0 | 141 060 650 | 138 131 500 | 138 131 500 |
| Composante 3 : CONDITIONS visant à réduire la vulnérabilité des acteurs du Secteur des Finances face à la corruption et au blanchiment des capitaux | | | | | |
| Dotations des services du Trésor des moyens de fonctionnement adéquats | Equipement des services du Trésor | 0 | 7 801 920 | 7 801 920 | 7 801 920 |
| TOTAL ACTION 8 | | 0 | 7 801 920 | 7 801 920 | 7 801 920 |
| Mise en place des profils de carrière des agents du Trésor | Définition d'un profil de carrière pour les agents du Trésor | 11 543 575 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 9 | | 11 543 575 | 0 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Dotation des services des Impôts des moyens de fonctionnement adéquat | Equipement des services des impôts | 0 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 |
| TOTAL ACTION 10 | | 0 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 |
| Mise en place des profils de carrières des agents des Impôts | Définition d'un profil de carrière des agents des Impôts | 0 | 10 081 075 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 11 | | 0 | 10 081 075 | 0 | 0 |
| Mise en place d'un circuit transparent de collecte et de sécurisation des recettes fiscales | Définition d'un système de collecte sécurisé des recettes fiscales | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 12 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation des services des Douanes des moyens de fonctionnement adéquat | Equipement des services des douanes | 0 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 |
| TOTAL ACTION 13 | | 0 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 |
| Mise en place des profils de carrières des agents des Douanes | Définition d'un profil de carrière des agents des Douanes | 11 543 575 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 14 | | 11 543 575 | 0 | 0 | 0 |
| Mise en place d'un circuit transparent de collecte et de sécurisation des recettes douanières | Développement d'un système informatisé de collecte des recettes douanières | 0 | 11 543 575 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 15 | | 0 | 11 543 575 | 0 | 0 |
| Composante 4 : INCITATION des acteurs du Secteur des Finances à adopter des comportements probes | | | | | |
| Récompense des agents publics intègres dans le domaine de la finance | Distribution des prix aux agents publics intègres dans le domaine de la finance | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| TOTAL ACTION 16 | | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| Récompense des informateurs, dénonciateurs et les témoins fonctionnaires | Distribution des prix aux agents publics ayant dénoncé et/ou ayant fourni des informations de dénonciation fondées | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| TOTAL ACTION 17 | | 20 318 825 | 20 058 500 | 20 058 500 | 20 058 500 |
| Harmonisation des primes | Définition d'un plan d'attribution équitable de primes aux agents des finances | 289 575 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 18 | | 289 575 | 0 | 0 | 0 |
| Application des mesures fiscales incitatives pour les institutions financières contribuant efficacement à la veille des réseaux de blanchiment des capitaux | Définition des mesures fiscales spéciales aux établissements de crédit partenaires au démantèlement des réseaux de blanchiment des capitaux | 289 575 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 19 | | 289 575 | 0 | 0 | 0 |
| Mise en place d'un système de récompense des dénonciations par les personnes physiques et morales non publiques | Distribution des prix aux personnes morales et physiques non publiques ayant dénoncé et/ou ayant fourni des informations de dénonciation fondées des cas de blanchiment des capitaux | 30 318 825 | 30 058 500 | 30 058 500 | 30 058 500 |
| TOTAL ACTION 20 | | 30 318 825 | 30 058 500 | 30 058 500 | 30 058 500 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 5 : SANCTIONS systématiques des actes de corruption et de blanchiment dans le Secteur des Finances | | | | | |
| Mise en place d'un mécanisme dissuasif des actions de corruption et de relais des sanctions administratives dans le domaine des Douanes, Impôts et Trésor | Combinaison des sanctions administratives et pénales dans le secteur des finances | 15 497 825 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| | Recouvrement des ressources détournées dans les domaines des Douanes, Impôts et Trésor | 94 497 825 | 80 000 000 | 80 000 000 | 80 000 000 |
| TOTAL ACTION 21 | | 109 995 650 | 81 000 000 | 81 000 000 | 81 000 000 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 204 878 750 | 398 926 195 | 307 108 920 | 307 108 920 |
| TOTAL CUMULE DU PROGRAMME | | 1 218 022 785 | | | |

2.3.2.6. Programme du secteur Forêts et Environnement

▪ Caractérisation du programme sectoriel Forêts et Environnement

| |
|---|
| Secteur : Forêts et Environnement |
| Programme : Programme de LCCBC dans le secteur Forêts et Environnement |
| Objectifs : (i) Réformer le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur forêt et environnement ; (ii) Renforcer les capacités de tous les acteurs du secteur à la lutte contre les actes de corruption ; (iii) Assurer la pérennisation de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur forêt et environnement ; (iv) Encourager les acteurs du secteur à adopter des comportements probes ; (v) Réduire l'impunité des acteurs coupables d'actes de corruption et de blanchiment des capitaux. |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none"> • Proportion des réformes de la LCC et du BC intégrées dans le secteur forêt et environnement ; • Pourcentage des acteurs de lutte formés aux techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur ; • Proportion du budget du secteur affecté aux actions de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; • Taux d'accroissement des récompenses adressées aux acteurs ayant des comportements probes dans le secteur forêt et environnement ; • Proportion des cas de corruption et de blanchiment des capitaux avérés condamnés par les juridictions compétentes dans le secteur. |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none"> • 0 % • - • - • - • - |
| Cible : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % • 100 % • 10 % • 50 % • 100 % |
| Responsable de la mise en œuvre : Ministre en charge des forêts et de l'environnement |

Tableau 21 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Forêts et Environnement

| Composante/Actions | Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|---|--|----------------|------------|------------|------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : PREVENTION de la Corruption et du Blanchiment des Capitaux dans le Secteur des Forêts et Environnement | | | | | |
| Contribution à l'actualisation des textes juridiques et réglementaires en vigueur dans le secteur forêts environnement | Elaboration d'un recueil de textes juridiques et réglementaires actualisés dans le secteur forêts-environnement | 0 | 1 953 600 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 1 953 600 | 0 | 0 |
| Renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur forêt et environnement | Mise en place des points focaux de lutte contre la corruption dans les différentes administrations du secteur | 0 | 32 477 913 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 0 | 32 477 913 | 0 | 0 |
| Développement et vulgarisation des instruments et outils de prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Elaboration des manuels de procédures relatifs aux contrôles des activités du secteur et à l'inspection des services des administrations du secteur | 46 449 839 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 3 | | 46 449 839 | 0 | 0 | 0 |
| Composante 2 : EDUCATION pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Forêts et Environnement | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur forêt et environnement | Réalisation d'une étude sur le déficit en ressources humaines du secteur | 0 | 22 706 093 | 0 | 0 |
| | Organisation des campagnes de sensibilisation des acteurs du secteur forêts et environnement sur la corruption et le blanchiment de capitaux | 0 | 40 083 431 | 40 083 431 | 40 083 431 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 62 789 525 | 40 083 431 | 40 083 431 |
| Renforcement des capacités des usagers du secteur forêt et environnement à la défense leurs droits contre des actes de corruption | Publication des barèmes des prix des prestations du secteur | 3 588 420 | 3 588 420 | 3 588 420 | 3 588 420 |
| | Vulgarisation des voies de saisines des autorités compétentes | 1 709 400 | 1 709 400 | 1 709 400 | 1 709 400 |
| | Instauration des modules de formation de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans les curricula des établissements de formation relevant du secteur forêt et environnement | 0 | 50 041 036 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 5 | | 5 297 820 | 55 338 856 | 5 297 820 | 5 297 820 |
| Développement d'un plan de communication active sur la LCC et le BC dans le secteur forêt et environnement | Elaboration d'un plan de communication annuel sur les résultats de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur forêt et environnement | 0 | 11 079 000 | 11 079 000 | 11 079 000 |
| | Vulgarisation des rapports de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans le secteur | 2 855 820 | 2 855 820 | 2 855 820 | 2 855 820 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|---|---|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | Vulgarisation des manuels de procédures et des codes d'éthique dans le secteur | 0 | 9 205 020 | 9 205 020 | 9 205 020 |
| TOTAL ACTION 6 | | 2 855 820 | 23 139 840 | 23 139 840 | 23 139 840 |
| Composante 3 : Amélioration des CONDITIONS de travail des acteurs du Secteur Privé et Climat des Affaires | | | | | |
| Pérennisation des actions de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur forêt et environnement | Systématisation des évaluations de rendement dans toutes les administrations du secteur | 0 | 12 932 304 | 12 932 304 | 12 932 304 |
| TOTAL ACTION 7 | | 0 | 12 932 304 | 12 932 304 | 12 932 304 |
| Amélioration des conditions de travail des acteurs du secteur forêt et environnement | Réalisation d'une étude sur les conditions de travail des acteurs du secteur | 0 | 21 553 112 | 0 | 0 |
| | Conduite d'un plaidoyer en vue de l'amélioration des conditions de travail des acteurs du secteur | 0 | 33 480 527 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 8 | | 0 | 55 033 640 | 0 | 0 |
| Composante 4 : INCITATIONS aux meilleures pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le Secteur Privé et Climat des Affaires | | | | | |
| Promotion des meilleures pratiques de LCC et le BC dans le secteur forêt et environnement | Développement d'une banque de données des meilleures pratiques | 0 | 35 469 563 | 0 | 0 |
| | Mise en place d'un programme de labellisation des services offerts le secteur forêt et environnement | 0 | 29 834 493 | 29 834 493 | 29 834 493 |
| TOTAL ACTION 9 | | 0 | 65 304 057 | 29 834 493 | 29 834 493 |
| Reconnaissance du mérite des acteurs en matière de LCC et le BC dans le secteur forêt et environnement | Mise en place d'un système de récompense des acteurs positifs du secteur | 39 198 274 | 39 198 274 | 39 198 274 | 39 198 274 |
| TOTAL ACTION 10 | | 39 198 274 | 169 806 389 | 98 867 262 | 98 867 262 |
| Composante 5 : Systématisation des Sanctions des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur des Forêts et Environnement | | | | | |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Plaidoyer pour l'application des sanctions administratives et judiciaires conformément à la réglementation en vigueur | 0 | 14 530 560 | 0 | 0 |
| | Renforcement des contrôles | 31 891 200 | 31 891 200 | 31 891 200 | 31 891 200 |
| | Mise en place d'un mécanisme efficace de dénonciation anonyme des cas de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur | 14 968 272 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 11 | | 46 859 472 | 46 421 760 | 31 891 200 | 31 891 200 |
| Renforcement des capacités opérationnelles et organisationnelles des acteurs chargés du contrôle dans la chaîne de répression des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur forêt et environnement | Recensement des besoins des Brigades de Contrôle en matériels | 0 | 10 637 352 | 0 | 0 |
| | Equipement des Brigades de Contrôle en matériels appropriés (<i>Tâches allant jusqu'à l'émission du Bon de Commande, la provision annuelle sur la fourniture du matériel étant fonction du recensement des besoins</i>) | 0 | 2 494 900 | 2 494 900 | 2 494 900 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en FCFA) | | | |
|---------------------------------|-----------|----------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| TOTAL ACTION 12 | | 0 | 13 132 252 | 2 494 900 | 2 494 900 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 140 661 226 | 407 722 023 | 184 872 264 | 184 872 264 |
| TOTAL CUMULE (2013-2016) | | | | | 918 127 778 |

2.3.2.7. Programme du secteur Mines et Industries Extractives

▪ Caractérisation du programme sectoriel Mines et Industries Extractives

| |
|---|
| Secteur : Mines et Industries Extractives |
| Programme : Programme de LCCBC dans le secteur Mines et Industries Extractives |
| Objectifs : (i) Renforcer et actualiser le cadre institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur ; (ii) Rendre aptes les acteurs du secteur à la maîtrise des techniques de lutte contre la corruption et du blanchiment des capitaux ;(ii i) Réduire la vulnérabilité des acteurs du secteur à la corruption et au blanchiment des capitaux ;(iv) Promouvoir et dupliquer les « Best Practices » le LCC et le BC dans le secteur ; (v) Eradiquer l'impunité des actes de corruption et de blanchiment des capitaux. |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none"> • Réformes institutionnelles prévues mises en œuvre • Pourcentage d'acteurs du secteur aptes à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux • Pourcentage des travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale • Niveau d'évolution de la volonté de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au sein des différentes catégories d'acteurs du secteur • Proportion des cas de corruption et de blanchiment des capitaux avérés condamnés par les juridictions compétentes |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none"> • Non • - • - • - • - |
| Cible : <ul style="list-style-type: none"> • Oui • 80% • 70% • 80% • 100% |
| Responsable de la mise en œuvre : Ministre de l'Industrie et des Mines |

Tableau 22 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Mines et Industries Extractives

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : PREVENTION de la Corruption et du Blanchiment des Capitaux dans le Secteur Mines et Industries Extractives | | | | | |
| Renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur des Mines et des Industries extractives | Elaboration d'un texte clarifiant les rôles et responsabilités des différents intervenants acteurs du secteur minier en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | 382 853 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place d'une Agence de régulation des activités du secteur minier | 0 | 283 072 | 0 | 0 |
| | Mise en place de cellules de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans les différentes administrations en charge des mines et du pétrole | 0 | 282 472 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 382 853 | 565 544 | 0 | 0 |
| Développement des instruments et outils de prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Mines et Industries extractives | Elaboration de manuels de procédures et guides de l'utilisateur des services du secteur minier | 33 193 495 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration d'un code éthique et de bonne conduite dans le secteur minier | 25 362 870 | 0 | 0 | 0 |
| | Renforcement du mécanisme d'appel à concurrence pour le recrutement du personnel des administrations du secteur minier, ainsi que pour la délivrance des permis d'exploration et d'exploitation minière | 0 | 10 852 936 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 58 556 365 | 10 852 936 | 0 | 0 |
| Composante 2 : EDUCATION pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le Secteur Mines et Industries Extractives | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur minier | Organisation des sessions de formation sur l'identification des zones à risque du secteur minier et/ou des pratiques assimilables à des actes de corruption ou de blanchiment de capitaux | 0 | 210 642 730 | 210 642 730 | 210 642 730 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 210 642 730 | 210 642 730 | 210 642 730 |
| Développement des instruments et outils de prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Mines et Industries extractives | Développement et adoption des modules de formation sur la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans les | 0 | 191 321 472 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|-----------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | curricula des écoles d'ingénieurs du Gabon | | | | |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 191 321 472 | 0 | 0 |
| Composante 3 : Conditions de réduction de la vulnérabilité des acteurs du secteur Mines et Industries Extractives | | | | | |
| Réduction des écarts de revenus entre les différentes catégories de personnels du secteur | Etude sur les écarts de revenus entre les catégories de personnels du secteur | 0 | 13 896 436 | 0 | 0 |
| | Gestion transparente, juste et équitable des fonds communs du secteur minier | 0 | 0 | 13 852 561 | 0 |
| TOTAL ACTION 5 | | 0 | 13 896 436 | 13 852 561 | 0 |
| Promotion de la responsabilité sociétale au sein des entreprises du secteur minier | Affiliation des personnels des entreprises à la sécurité sociale | 0 | 40 364 670 | 40 364 670 | 40 364 670 |
| TOTAL ACTION 6 | | 0 | 40 364 670 | 40 364 670 | 40 364 670 |
| Opérationnalisation du secteur Mines et Industries Extractives en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières en quantité et qualité suffisante pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur | 0 | 13 852 561 | 13 852 561 | 13 852 561 |
| | Acquisition et opérationnalisation des équipements et techniques appropriés de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur minier | 0 | 14 711 120 | 14 711 120 | 147 11 120 |
| TOTAL ACTION 7 | | 0 | 28 563 681 | 28 563 681 | 28 563 681 |
| Composante 4 : INCITATION des acteurs gabonais du Secteur Mines et Industries Extractives à adopter des comportements probes | | | | | |
| Promotion des meilleures pratiques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Mines et Industries Extractives | Labellisation d'au moins trois services publics et entreprises privées dans le secteur minier | 0 | 24 197 935 | 24 197 935 | 24 197 935 |
| TOTAL ACTION 8 | | 0 | 24 197 935 | 24 197 935 | 24 197 935 |
| Communication sur les actions et mesures de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Mines et Industries Extractives | Organisation des séminaires de vulgarisation des manuels de procédures et le code d'éthique et de bonne conduite | 0 | 15 738 415 | 15 738 415 | 0 |
| | Distribution des manuels de procédures et du code d'éthique et de bonne conduite | 0 | 82 800 000 | 82 800 000 | 0 |
| | Diffusion des manuels de procédures et du code d'éthique et de bonne conduite | 0 | 55 243 875 | 55 243 875 | 0 |
| | Organisation de sessions | 2 760 000 | 2 760 000 | 2 760 000 | 2 760 000 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | d'information sur les progrès accomplis par le Gabon dans le cadre de l'Initiative sur la Transparence dans les industries extractives (ITIE) | | | | |
| | Diffusion d'un bulletin périodique d'informations sur l'évolution du secteur minier à travers les réseaux sociaux Extrant : Bulletin d'information sur l'évolution du secteur diffusé à travers les médias sociaux | 17 703 218 | 17 703 218 | 17 703 218 | 17 703 218 |
| TOTAL ACTION 9 | | 20 463 218 | 174 245 508 | 174 245 508 | 20 463 218 |
| Composante 5 : SANCTIONS systématiques des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le Secteur Mines et Industries Extractives | | | | | |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Plaidoyer pour Application des sanctions conformément à la réglementation en vigueur | 0 | 280 331 | 280 331 | 280 331 |
| | Acquisition des outils et Augmentation du nombre de contrôles | 0 | 2 388 000 | 2 388 000 | 2 388 000 |
| TOTAL ACTION 10 | | 0 | 2 668 331 | 2 668 331 | 2 668 331 |
| Mise en place d'un mécanisme de dénonciations dans le secteur Mines et Industries Extractives | Mise en place d'un système de dénonciation anonyme des cas de corruption et de blanchiment des capitaux | 0 | 76 156 000 | 76 156 000 | 76 156 000 |
| TOTAL ACTION 11 | | 0 | 76 156 000 | 76 156 000 | 76 156 000 |
| TOTAL BUDGET ANNUEL | | 79 402 436 | 773 475 242 | 570 691 415 | 403 056 564 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 1 826 625 657 |

2.3.2.8. Programme du secteur Santé Publique

▪ Caractérisation du programme sectoriel Santé Publique

| |
|---|
| Secteur : <i>Education</i> |
| Programme : <i>Programme de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux dans le secteur de Santé Publique</i> |
| Objectifs : <i>(i) Réformer le cadre institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Santé Publique ; (ii) Renforcer les capacités de tous les acteurs du secteur à la lutte contre les actes de corruption ; (iii) Améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs du santé publique ; (iv) promouvoir les comportements probes et les bonnes pratiques de LCC et le BC dans le secteur santé publique; (v) Dissuader les acteurs du secteur santé publique à commettre des actes de corruption et de blanchiment des capitaux.</i> |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none">i. Proportion des réformes de la LCC et du BC intégrées dans le secteur de la santé publique ;ii. Pourcentage des acteurs formés aux techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur ;iii. Taux d'accroissement du ratio budget du secteur santé sur le nombre de médecins ;iv. Proportion de centre de santé implémentant des bonnes pratiques de LCC et le BC / Taux d'accroissement annuel du nombre de professionnels du secteur Santé Publique récompensés pour leurs comportements probes ;v. Taux d'accroissement annuel du nombre de sanctions ou de condamnations liées à des actes de corruption ou de blanchiment des capitaux dans le secteur Education. |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none">• 0 %• -• -/-• -/-• - |
| Cible : <ul style="list-style-type: none">• 100 %• 100 %• 10 %/60• 100%/10%• -5% |
| Responsable de la mise en œuvre : Ministre de l'Education Nationale |

Tableau 23: Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Santé Publique

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|---|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption dans le secteur Santé Publique | | | | | |
| Renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Santé Publique | Affectation des régisseurs dans les hôpitaux et formations sanitaires | 314 368 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place des Comités de Lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans les hôpitaux et formations sanitaires | 14 378 347 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 14 692 715 | 0 | 0 | 0 |
| Développement et vulgarisation des instruments et outils de prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Elaboration d'un code d'éthiques et de déontologie auxquels seront assujettis les acteurs du secteur de la santé publique | 1 029 250 | 51 123 970 | 0 | 0 |
| | Elaboration des manuels de procédures relatives au secteur de la santé publique | 1 029 250 | 64 708 067 | 0 | 0 |
| | Réalisation d'une étude pour la mise en place d'un système de caisses uniques dans tous centres hospitaliers du Gabon | 0 | 57 293 002 | 0 | 0 |
| | Elaboration des textes mettant en place le système de caisses uniques dans tous les centres hospitaliers du Gabon | 0 | 9 186 889 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 2 058 500 | 182 311 928 | 0 | 0 |
| Composante 2 : Education a la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes dans le secteur Santé Publique | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur de la santé publique | Elaboration d'un plan de renforcement des capacités des acteurs du secteur | 1 029 250 | 44 484 039 | 0 | 0 |
| | Organisation de deux sessions semestrielles de sensibilisation des personnels de santé sur l'éthique et la déontologie en matière de santé publique | 0 | 10 717 083 | 10 717 083 | 10 717 083 |
| TOTAL ACTION 3 | | 1 029 250 | 55 201 122 | 10 717 083 | 10 717 083 |
| Renforcement des capacités des citoyens à la défense de leurs droits contre des actes de corruption | Organisation des sessions de Sensibilisation des malades et usagers des formations sanitaires sur leurs droits et obligations | 0 | 6 344 482 | 6 344 482 | 6 344 482 |
| Développement des programmes d'éducation à la citoyenneté | Conception de modules adaptés à l'éducation à l'intégrité pour les centres de formation des professionnels de la santé | 0 | 18 580 705 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 24 925 187 | 6 344 482 | 6 344 482 |
| Composante 3: Réduction de la vulnérabilité des acteurs face a la corruption et au blanchiment des capitaux dans le secteur Santé Publique | | | | | |
| Pérennisation de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur de la santé publique | Définition et mise en œuvre des profils de carrière | 0 | 35 825 057 | 0 | 0 |
| | Conduite d'un plaidoyer pour la réduction des délais de prise en | 259 888 | 0 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | charge des fonctionnaires du secteur de la santé | | | | |
| Amélioration des conditions de travail des acteurs de la santé publique | Equipements des Hôpitaux Publiques en plateaux techniques conséquents | 0 | 101 058 500 | 101 058 500 | 101 058 500 |
| TOTAL ACTION 5 | | 259 888 | 136 883 557 | 101 058 500 | 101 058 500 |
| composante 4: Promotion et de valorisation de l'intégrité morale dans le secteur Santé Publique | | | | | |
| Promotion des meilleures pratiques de LCC et le BC dans le secteur de la santé publique | Conception d'un système de notation pour récompenser les meilleurs services et ou personnel | 0 | 0 | 34 739 505 | 0 |
| | Elaboration des textes mettant en place le système de notation permettant de récompenser les meilleurs services et ou personnel | 0 | 0 | 122 497 | 0 |
| | Répartition équitables des quottes parts au personnel | 117 000 | 117 000 | 117 000 | 117 000 |
| TOTAL ACTION 6 | | 117 000 | 117 000 | 34 979 001 | 117 000 |
| Reconnaissance du mérite des acteurs du secteur de la santé publique en matière de LCC et le BC | Attribution des prix d'excellence aux meilleurs personnels | 36 501 596 | 36 501 596 | 36 501 596 | 36 501 596 |
| | Promotion des acteurs de la santé publique les plus méritants à des postes plus élevés | 186 493 | 186 493 | 186 493 | 186 493 |
| TOTAL ACTION 7 | | 36 688 089 | 36 688 089 | 36 688 089 | 36 688 089 |
| composante 5: Systématisation des sanctions des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur Santé Publique | | | | | |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Engagement des poursuites judiciaires en l'encontre des agents du secteur auteur des délits de corruption ou de blanchiment de capitaux conformément aux dispositions du code de procédures pénales | 127 993 | 127 993 | 127 993 | 127 993 |
| | Révocation des agents récidivistes | 127 993 | 127 993 | 127 993 | 127 993 |
| | Conception d'un système de dénonciation anonyme des cas de corruption et de blanchiment des capitaux | 0 | 0 | 62 955 007 | 0 |
| | Elaboration des textes mettant en place le système de dénonciation anonyme des cas de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur de la santé | 0 | 0 | 127 993 | 0 |
| | Réactivation des conseils de discipline | 127 993 | 0 | 0 | 0 |
| | Application stricte des sanctions prévues par la réglementation en vigueur dans le secteur pour des cas avérés de corruption ou de blanchiment de capitaux | 127 993 | 127 993 | 127 993 | 127 993 |
| | Mise en débet des agents indélélicats | 270 493 | 270 493 | 270 493 | 270 493 |
| TOTAL ACTION 8 | | 782 465 | 654 472 | 63 737 471 | 654 472 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---------------------------------|-----------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 55 627 906 | 436 781 355 | 253 524 627 | 155 579 626 |
| TOTAL CUMULE (2013-2016) | | 9 013 515 | | | |

2.3.2.9. Programme du secteur Transports

▪ Caractérisation du programme sectoriel Transports

| |
|---|
| Secteur : <i>Transports</i> |
| Programme : <i>Programme de LCCBC dans le secteur des Transports</i> |
| Objectifs : <i>(i) Doter le secteur des Transports d'outils pouvant permettre de prévenir les actes de corruption et de blanchiment des capitaux ; (ii) Rendre les acteurs du secteur des Transports aptes à lutter contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux ;(iii) Réduire la vulnérabilité des acteurs du secteur à la corruption et au blanchiment des capitaux ; (iv) Encourager les acteurs à adopter les comportements probes (v) Eradiquer l'impunité des acteurs coupables d'actes de corruption et de blanchiment des capitaux</i> |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none"> • Ensemble des outils à mettre en place • Proportion d'acteurs aux capacités renforcées en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux • Proportion des acteurs du secteur dont les conditions de vie sont améliorées • Taux de progression du nombre d'acteurs distingués d'année en année • Proportion des cas de corruption et de blanchiment des capitaux avérés condamnés par les juridictions compétentes |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Aucun</i> • - • - • 0% • 0% |
| Cible : <ul style="list-style-type: none"> • 100% • 100% • 60% • 15% • 100% |
| Responsable de la mise en œuvre : <i>Le Ministre de la Promotion des Investissements, des Travaux Publics, des Transports, de l'Habitat et du Tourisme, chargé de l'Aménagement du Territoire</i> |

Tableau 24 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Transports

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|--|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Composante 1 : PREVENTION de la Corruption et du Blanchiment des Capitaux dans le Secteur des Transports | | | | | |
| Mise en place des outils et instruments de prévention des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le secteur des Transports | Clarification des rôles et responsabilités des acteurs du secteur | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Rotation cyclique des membres des jurys des examens relevant de la compétence du secteur des transports | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration et publication des grilles tarifaires des actes relatifs aux activités de transport | 87 750 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration du manuel de procédures et de l'usager du secteur des transports | 27 356 500 | 0 | 0 | 0 |
| | Elaboration des codes d'éthique dans le secteur des transports | 17 908 300 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 45 352 550 | 0 | 0 | 0 |
| Réglementation du fonctionnement du secteur des transports | Fixation et publication des délais de délivrance des documents de transport (permis de conduire, carte grise, assurance, visite technique, licence de transport) | 8 230 075 | 0 | 0 | 0 |
| | Application stricte de la réglementation en matière de contrôle dans le secteur du transport | 19 500 000 | 19 500 000 | 19 500 000 | 19 500 000 |
| TOTAL ACTION 2 | | 27 730 075 | 19 500 000 | 19 500 000 | 19 500 000 |
| Composante 2 : EDUCATION pour une lutte efficace contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le Secteur des Transports | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs du secteur en matière de corruption et de blanchiment des capitaux | Appropriation par les acteurs des procédures administratives, ainsi que des règles d'éthique et de la déontologie professionnelle du secteur | 0 | 77 536 125 | 77 536 125 | 77 536 125 |
| | Vulgarisation des textes régissant l'activité de transport au Gabon | 14 214 000 | 13 800 000 | 13 800 000 | 13 800 000 |
| | Sensibilisation des acteurs du secteur sur la nécessité du respect des textes en vigueur et des règles d'éthique et de déontologie | 0 | 20 763 750 | 20 763 750 | 20 763 750 |
| TOTAL ACTION 3 | | 14 214 000 | 112 099 875 | 112 099 875 | 112 099 875 |
| Composante 3 : Conditions de réduction de la vulnérabilité des acteurs du secteur des Transports | | | | | |
| Amélioration des conditions de vie et travail des acteurs du secteur | Amélioration des conditions de travail et de rémunération des agents de la sécurité routière | 0 | 7 400 125 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 7 400 125 | 0 | 0 |
| Renforcement de la sécurité des acteurs du secteur et des usagers | Automatisation autant que faire se peut des outils de contrôle de la qualité des véhicules, du respect du code de la route et d'imputation des sanctions | 0 | 14 333 400 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 5 | | 0 | 14 333 400 | 0 | 0 |
| Composante 4 : INCITATION des acteurs gabonais du Secteur des Transports à adopter des comportements probes | | | | | |
| Récompense des acteurs positifs du secteur en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur des Transports | Organisation d'un concours du meilleur professionnel du secteur des Transports | 6 987 750 | 6 987 750 | 6 987 750 | 6 987 750 |
| | Labellisation des services du secteur Transports | 0 | 9 013 500 | 9 013 500 | 9 013 500 |
| TOTAL ACTION 6 | | 6 987 750 | 16 001 250 | 16 001 250 | 16 001 250 |
| Composante 5 : SANCTIONS systématiques des actes de corruption et de blanchiment des capitaux dans le Secteur des Transports | | | | | |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur dans le secteur des Transports | Application stricte des sanctions prévues par la réglementation en vigueur aux récidivistes des actes de corruption et de blanchiment des capitaux | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| | Publication des sanctions infligées aux agents publics et professionnels du secteur des transports | 1 043 875 | 1 043 875 | 1 043 875 | 1 043 875 |
| | Simplification de la procédure pénale en matière de sanction des actes de faux et usage de faux dans le secteur | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sensibilisation des acteurs sur les diverses sanctions encourues pour les diverses formes de corruption déjà identifiées Extrait : Répertoire des infractions et sanctions du secteur | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Renforcement de l'efficacité de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux par la mise en place d'un système de protection des dénonciateurs | 1 087 750 | 1 087 750 | 1 087 750 | 1 087 750 |
| | Mise en place des boîtes à dénonciation dans l'enceinte des diverses bâtiments destinées à fournir les services relatifs à l'activité de transport | 745 000 | 745000 | 745000 | 745000 |
| TOTAL ACTION 7 | | 2 876 625 | 2 876 625 | 2 876 625 | 2 876 625 |
| TOTAL BUDGET ANNUEL | | 97 161 000 | 172 211 275 | 150 477 750 | 150 477 750 |
| TOTAL PROGRAMME CUMULE SUR 4 ANS (2013-2016) | | | | | 5 70 7 775 |

2.3.2.10. Programme de LCC et BC dans le secteur Justice

▪ Caractérisation du programme sectoriel Justice

| |
|---|
| Secteur : <i>Education</i> |
| Programme : <i>Programme de Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux dans le système judiciaire et institutions de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux</i> |
| Objectifs : <i>(i) Réformer le cadre juridique global et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ; (ii) Renforcer les capacités de tous les acteurs du secteur à la lutte contre les actes de corruption ; (iii) Améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs du système judiciaire; (iv) promouvoir les comportements probes et les bonnes pratiques de LCC et le BC dans le système judiciaire ; (v) Dissuader les citoyens Gabonais à commettre des actes de corruption et de blanchiment des capitaux par l'application systématique des sanctions ; (vi) Réduire l'impunité des acteurs coupables d'actes de corruption et de blanchiment des capitaux ; (vii) Renforcer le pouvoir judiciaire et garantir l'indépendance des Institutions de Lutte contre la Corruption et le Blanchiment des Capitaux.</i> |
| Indicateurs : <ul style="list-style-type: none">i. Proportion des réformes du cadre juridique global et du cadre institutionnel judiciaire en matière de LCC et du BC ;ii. Pourcentage des acteurs du système judiciaire formés aux techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux ;iii. Proportion des juridictions équipées/ Taux d'accroissement du ratio budget système judiciaire sur ensemble des juridictions ;iv. Proportion de juridictions implémentant des bonnes pratiques de LCC et le BC dans le secteur de l'éducation/ Taux d'accroissement annuel des du nombre de professionnels du système judiciaire récompensés pour leurs comportements probes ;v. Taux d'accroissement annuel du nombre de condamnations ou de sanctions liées à des actes de corruption ou de blanchiment des capitaux ;vi. Proportion des cas de corruption et de blanchiment des capitaux avérés condamnés par les juridictions ;vii. Proportion des cas d'interférence dans le traitement des actes de corruption et/ou de blanchiment des capitaux avérés |
| Baseline : <ul style="list-style-type: none">• 0 %• -• -/-• -/-• -• -• - |
| Cible : <ul style="list-style-type: none">• 100 %• 100 %• 100% /10 %• 100%/10%• -10%• 100%• 0% |
| Responsable de la mise en œuvre : <i>Ministre de la Justice</i> |

Tableau 25 : Plan d'Actions et Plan d'Actions Prioritaires du programme sectoriel Justice

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|---|------------------|-------------------|-------------------|----------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| composante 1 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption dans le secteur Justice | | | | | |
| Renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux dans le secteur Justice | Mise en place des juridictions spéciales de lutte contre la corruption | 0 | 261 364 | 0 | 0 |
| | Révision des textes définissant les procédures de saisine des tribunaux par les ILCCBC en vue de l'allègement desdites procédures | 0 | 174 793 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 1 | | 0 | 436 157 | 0 | 0 |
| Développement et vulgarisation des instruments et outils de prévention de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Elaboration et publication d'une grille tarifaire des actes et frais à payer dans les juridictions et des cabinets d'avocats et huissiers | 1 239 863 | 0 | 0 | 0 |
| | Renforcement de la performance du système de collecte et de vérification des informations sur la déclaration des biens | 0 | 51 342 652 | 0 | 0 |
| | Elaboration du texte mettant en place le système de collecte et de vérification des informations sur la déclaration des biens | 0 | 127 993 | 0 | 0 |
| | Conception d'un mécanisme de rotations régulières des professionnels du système judiciaire et ILCCBC | 0 | 1 029 250 | 57 984 039 | 0 |
| | Elaboration du texte mettant en place le mécanisme de rotations régulières des professionnels du système judiciaire et ILCCBC | 0 | 0 | 217 489 | 0 |
| TOTAL ACTION 2 | | 1 239 863 | 52 499 895 | 58 201 528 | 0 |
| composante 2 : Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes | | | | | |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des | Organisation des sessions de formation des professionnels du système judiciaire et des | 0 | 32 050 176 | 32 050 176 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|--|---|-----------------|-------------------|--------------------|----------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| capitaux dans le secteur Justice | ILCC sur l'éthique et la déontologie Extrants : Rapports des sessions d'appropriation | | | | |
| | Elaboration et mise en œuvre d'un programme de formation continue des acteurs du Système Judiciaire et des ILCC | 0 | 58 426 432 | 0 | 0 |
| | Réalisation d'une étude sectorielle sur l'impact de la corruption, de l'enrichissement illicite et du blanchiment des capitaux sur l'atteinte des objectifs de développement du Gabon | 0 | 0 | 112 711 504 | 0 |
| | Développement des partenariats avec divers acteurs de la lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite et le blanchiment des capitaux | 0 | 509 989 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 3 | | 0 | 90 986 597 | 144 761 680 | 0 |
| composante 3: Réduction de la vulnérabilité des acteurs face a la corruption et au blanchiment des capitaux dans le secteur Justice | | | | | |
| Pérennisation de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au Gabon | Recrutement du personnel dans les institutions judiciaires et les ILCCBC | 0 | 2 188 239 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 4 | | 0 | 2 188 239 | 0 | 0 |
| Amélioration Des conditions de travail et de vie des acteurs du secteur justice | Equipement du Système Judiciaire et des ILCCBC en matériels conséquents | 0 | 51 087 750 | 51 087 750 | 0 |
| | Réalisation d'un plaidoyer pour une augmentation des effectifs du personnel et des budgets de la Justice et des ILCCBC | 305 821 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 5 | | 305 821 | 51 087 750 | 51 087 750 | 0 |
| composante 4: Promotion et de valorisation de l'intégrité morale dans le secteur Justice | | | | | |
| Promotion des meilleures pratiques de LCC et le BC dans le système judiciaire | Conception d'un système de récompenses basé sur le mérite et l'excellence | 0 | 53 579 479 | 0 | 0 |
| | Elaboration du texte mettant en place le système de récompenses basé sur le mérite et l'excellence | 0 | 127 993 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTION 6 | | 0 | 53 707 472 | 0 | 0 |
| Reconnaissance du mérite des acteurs du système judiciaire en matière de | Conception d'un système de récompense des | 0 | 0 | 44 955 676 | 0 |

| Composante/Actions | Activités | Coût (en F CFA) | | | |
|---|--|------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| LCC et le BC | dénonciateurs et des témoins | | | | |
| | Elaboration du texte mettant en place le système de récompense des dénonciateurs et des témoins | 0 | 0 | 217 489 | 0 |
| TOTAL ACTION 7 | | 0 | 0 | 45 173 165 | 0 |
| composante 5: Systématisation des sanctions des actes de corruption et de blanchiment des capitaux | | | | | |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Publication périodique des sommes collectées au titre des amendes ou de récupération des avoirs | 0 | 1 158 989 | 1 158 989 | 1 158 989 |
| | Applications des sanctions pénales et pécuniaires prévues par la Loi pour les cas avérés de corruption, de blanchiment des capitaux et d'enrichissement illicite | 0 | 275 989 | 275 989 | 275 989 |
| | Récupération des avoirs et investissements issus de la corruption et du blanchiment des capitaux | 0 | 218 071 | 218 071 | 218 071 |
| | Publication systématique des sanctions prononcées à l'encontre des acteurs indélégués | 0 | 1 188 239 | 1 188 239 | 1 188 239 |
| | Application des sanctions à l'encontre des auteurs des atteintes à l'intégrité physique, morale et matérielle des dénonciateurs et des témoins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Mise en place d'une chaîne pénale anticorruption et anti blanchiment des capitaux dans chaque juridiction et ILCCBC | 0 | 334 489 | 0 | 0 |
| | Réactivation des conseils de discipline | 186 493 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL ACTION 8 | | 186 493 | 3 175 777 | 2 841 288 |
| Renforcement de la coopération internationale pour la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Etablissement des partenariats dans le cadre de la promotion de la coopération et de l'entraide judiciaire | 0 | 451 489 | 451 489 | 451 489 |
| TOTAL ACTION 9 | | 0 | 451 489 | 451 489 | 451 489 |
| TOTAL ANNUEL PROGRAMME | | 1 732 177 | 254 533 376 | 302 516 900 | 3 292 777 |
| TOTAL CUMULE (2013-2016) | | | | | 5 625 230 |

2.3.3. Présentation du Plan de financement

Sur l'ensemble des quatre premières années de mise en œuvre de la stratégie, le budget global, conformément au Plan d'Actions Prioritaires s'élève à **3 791 198 610 FCFA** pour les programmes globaux, entièrement financé par l'Etat gabonais pour ce qui est de l'année de démarrage (2013). Concernant les années 2014, 2015 et 2016, les actions seront financées sur la base de l'hypothèse selon laquelle l'Etat supportera au moins 70% des ressources à mobiliser pour les programmes globaux, le reste devra être pris en charge par les PTF avec pour chef de file, le PNUD.

S'agissant des programmes sectoriels, leur budget global se chiffre à **9 421 875 755 FCFA**. Les dépenses seront entièrement supportées par les budgets des départements ministériels concernés. Compte tenu de ces hypothèses qui devront être modifiées ex-post suivant le principe de glissement annuel des PAP, le plan de financement des programmes globaux se présente comme suit :

Tableau 26 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n°1 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

| Coût total du programme : 101 986 776 F CFA | | | | | |
|---|------------------------|--------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Responsable de mise en œuvre : Ministère en charge de la justice | | | | | |
| Coûts des Actions et sources de financement par année | | | | | |
| Désignations et coûts des Actions | Sources de financement | Montant en 2013 | Montant en 2014 | Montant en 2015 | Montant en 2016 |
| Actualisation, révision et harmonisation des textes juridiques et réglementaires en matière de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite au Gabon | Etat | 70 068 558 | 0 | 0 | 0 |
| | PTF | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total | 70 068 558 | 0 | 0 | 0 |
| Renforcement et actualisation du cadre institutionnel de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | Etat | 31 918 218 | 0 | 0 | 0 |
| | PTF | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total | 31 918 218 | 0 | 0 | 0 |
| Coût total des Actions | | 101 986 776 | 0 | 0 | 0 |

Tableau 27 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 2 : Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes

| Coût total du programme : 1 139 360 001 F CFA | | | | | |
|--|------------------------|----------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Responsable de mise en œuvre : COMCOOR | | | | | |
| Coûts des Actions et sources de financement par année | | | | | |
| Désignations et coûts des Actions | Sources de financement | Montant | Montant en 2014 | Montant | Montant |
| | | en 2013 | | en 2015 | en 2016 |
| Renforcement des capacités des acteurs à identifier et à lutter efficacement contre les actes de corruption et de blanchiment des capitaux | Etat | 0 | 211 816 361 | 63 491 966 | 63 491 966 |
| | PTF | 0 | 90 778 441 | 27 210 842 | 27 210 842 |
| | Total | 0 | 302 594 802 | 90 702 808 | 90 702 808 |
| Renforcement des capacités des citoyens à la défense de leurs droits contre des actes de corruption | Etat | 0 | 142 980 632 | 142 980 632 | 142 980 632 |
| | PTF | 0 | 61 277 414 | 61 277 414 | 61 277 414 |
| | Total | 0 | 204 258 046 | 204 258 046 | 204 258 046 |
| Développement des programmes d'éducation à la citoyenneté | Etat | 0 | 29809812 | 0 | 0 |
| | PTF | 0 | 12775634 | 0 | 0 |
| | Total | 0 | 42 585 445 | 0 | 0 |
| Coût total des Actions | | 0 | 549 438 293 | 294 960 854 | 294 960 854 |

Tableau 28 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 3 : Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux

| Coût total du programme : 408 671 329 F CFA | | | | | |
|--|------------------------|------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Responsable de mise en œuvre : CNLCEI | | | | | |
| Coûts des Actions et sources de financement par année | | | | | |
| Désignations et coûts des Actions | Sources de financement | Montant | Montant en 2014 | Montant | Montant |
| | | en 2013 | | en 2015 | en 2016 |
| Pérennisation de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au Gabon | Etat | 2217600 | 169 868 984 | 83 714 400 | 0 |
| | PTF | 0 | 72 800 993 | 35 877 600 | 0 |
| | Total | 2217600 | 242 669 977 | 119 592 000 | 0 |
| Equipement du dispositif de mise en œuvre de la stratégie | Etat | | 10 311 409 | 10 311 409 | 10 311 409 |
| | PTF | 0 | 4 419 175 | 4 419 175 | 4 419 175 |
| | Total | 0 | 14 730 584 | 14 730 584 | 14 730 584 |
| Coût total des Actions | | 2 217 600 | 257 400 561 | 134 322 584 | 14 730 584 |

Tableau 29 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 4 : Promotion et valorisation de l'intégrité morale

| Coût total du programme : 700 694 319 F CFA | | | | | |
|---|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Responsable de mise en œuvre : CNLCEI et ANIF | | | | | |
| Coûts des Actions et sources de financement par année | | | | | |
| Désignations et coûts des Actions | Sources de financement | Montant en 2013 | Montant en 2014 | Montant en 2015 | Montant en 2016 |
| Promotion des meilleures pratiques de LCC et le BC | Etat | 0 | 52 859 680 | 0 | 0 |
| | PTF | 0 | 22 654 148 | 0 | 0 |
| | Total | 0 | 75 513 828 | 0 | 0 |
| Reconnaissance du mérite des acteurs en matière de LCC et le BC | Etat | | 124 075 669 | 162 710 246 | 150 840 429 |
| | PTF | 0 | 53 175 287 | 69 732 962 | 64 645 898 |
| | Total | 0 | 177 250 956 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| Coût total des Actions | | 0 | 252 764 784 | 232 443 208 | 215 486 327 |

Tableau 30 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 5 : Répression des actes de corruption et de blanchiment des capitaux

| Coût total du programme : 197 175 231 F CFA | | | | | |
|---|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Responsable de mise en œuvre : Ministère en charge de la Justice | | | | | |
| Coûts des Actions et sources de financement par année | | | | | |
| Désignations et coûts des Actions | Sources de financement | Montant en 2013 | Montant en 2014 | Montant en 2015 | Montant en 2016 |
| Renforcement du dispositif répressif de la corruption et du blanchiment des capitaux prévus par les textes en vigueur | Etat | | 46 007 554 | 46 007 554 | 46 007 554 |
| | PTF | | 19 717 523 | 19 717 523 | 19 717 523 |
| | Total | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| Renforcement de la coopération internationale et d'entraide judiciaire en matière de lutte contre corruption et le blanchiment des capitaux | Etat | * | * | * | * |
| | PTF | * | * | * | * |
| | Total | * | * | * | * |
| Coût total des Actions | | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |

*Action prise en charge dans le budget annuel de l'ANIF et de la CNLCEI

Tableau 31 : Plan de Financement du Programme de mise en œuvre n° 6 : Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

| Nom du Programme : Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux | | | | | |
|--|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Coût total du programme : 1 243 310 954 F CFA | | | | | |
| Responsable de mise en œuvre : COMCOOR | | | | | |
| Coûts des Actions (en F CFA) et sources de financement par année | | | | | |
| Désignations et coûts des Actions | Sources de financement | Montant en 2013 | Montant en 2014 | Montant en 2015 | Montant en 2016 |
| Mise en place du dispositif institutionnel de mise en œuvre de la stratégie | Etat | 31 221 368 | 0 | 0 | 0 |
| | PTF | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total | 31 221 368 | 0 | 0 | 0 |
| Equipement du dispositif de mise en œuvre de la stratégie | Etat | 76 159 638 | 52 974 539 | 22 810 771 | 22 810 771 |
| | PTF | 0 | 22 703 374 | 9 776 045 | 9 776 045 |
| | Total | 76 159 638 | 75 677 913 | 32 586 816 | 32 586 816 |
| Implémentation des missions des organes de suivi-évaluation | Etat | 262 548 | 11 881 292 | 39 612 883 | 20 333 792 |
| | PTF | 0 | 5 091 982 | 16 976 950 | 8 714 482 |
| | Total | 262 548 | 16 973 274 | 56 589 833 | 29 048 274 |
| Implémentation des missions du Comité de Pilotage | Etat | 6 643 980 | 9 301 572 | 9 301 572 | 9 301 572 |
| | PTF | 0 | 3 986 388 | 3 986 388 | 3 986 388 |
| | Total | 6 643 980 | 13 287 960 | 13 287 960 | 13 287 960 |
| Implémentation des missions du COMCOOR | Etat | 131 313 802 | 166 689 323 | 166 689 323 | 166 689 323 |
| | PTF | 0 | 71 438 281 | 71 438 281 | 71 438 281 |
| | Total | 131 313 802 | 238 127 604 | 238 127 604 | 238 127 604 |
| Coût total des Actions | | 245 601 336 | 344 066 751 | 340 592 213 | 313 050 654 |

Tableau 32 : Synthèse du plan de financement des programmes globaux

| Coûts des programmes (en F CFA) et sources de financement par année | | | | | |
|---|------------------------|--------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
| Désignations et coûts des programmes | Sources de financement | Montant en 2013 | Montant en 2014 | Montant en 2015 | Montant en 2016 |
| <i>Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux</i> | Etat | 101 986 776 | 0 | 0 | 0 |
| | PTF | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total | 101 986 776 | 0 | 0 | 0 |
| Education à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux et promotion des valeurs et comportements probes | Etat | 0 | 384 606 805 | 206 472 598 | 206 472 598 |
| | PTF | 0 | 164 831 488 | 88 488 256 | 88 488 256 |
| | Total | 0 | 549 438 293 | 294 960 854 | 294 960 854 |
| <i>Réduction de la vulnérabilité des acteurs face à la corruption et au blanchiment des capitaux</i> | Etat | 2 217 600 | 180 180 393 | 94 025 809 | 10 311 409 |
| | PTF | 0 | 77 220 168 | 40 296 775 | 4 419 175 |
| | Total | 2 217 600 | 257 400 561 | 134 322 584 | 14 730 584 |
| <i>Promotion et valorisation de l'intégrité morale</i> | Etat | 0 | 176 935 349 | 162 710 246 | 150 840 429 |
| | PTF | 0 | 75 829 435 | 69 732 962 | 64 645 898 |
| | Total | 0 | 252 764 784 | 232 443 208 | 215 486 327 |
| <i>Répression sans complaisance des actes de corruption et de blanchiment des capitaux</i> | Etat | 0 | 46 007 554 | 46 007 554 | 46 007 554 |
| | PTF | 0 | 19 717 523 | 19 717 523 | 19 717 523 |
| | Total | 0 | 65 725 077 | 65 725 077 | 65 725 077 |
| <i>Gestion, coordination et suivi-évaluation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux</i> | Etat | 245 601 336 | 240 846 726 | 238 414 549 | 219 135 458 |
| | PTF | 0 | 103 220 025 | 102 177 664 | 93 915 196 |
| | Total | 245 601 336 | 344 066 751 | 340 592 213 | 313 050 654 |
| Coût total des programmes | Etat | 349 805 712 | 1 028 576 826 | 747 630 755 | 632 767 447 |
| | PTF | 0 | 440 818 640 | 320 413 181 | 271 186 049 |
| | Total | 349 805 712 | 1 469 395 466 | 1 068 043 936 | 903 953 496 |



Glossaire

Objectif

L'objectif est le résultat à atteindre dans le cadre de la réalisation d'une fonction, d'un programme, ou d'une action mesurable par des indicateurs. Il est centré sur un résultat désiré, spécifique et qui peut être mesuré ou apprécié dans l'espace et le temps.

La fixation de l'objectif est un acte d'engagement pour atteindre un résultat. C'est pourquoi, la définition des objectifs doit être assignée à une équipe pluridisciplinaire au sein d'un département ministériel en ce qui concerne les stratégies publiques.

▪ **Caractéristiques**

1. **Spécifique** : ni ambiguïté, ni ambivalence
2. **Contrôlable et/ou mesurable** : quantitativement ou qualitativement, source de responsabilité
3. **Pertinent** : apporte une réponse précise à un problème
4. **Motivant** : c'est-à-dire qu'il doit se présenter comme un défi à relever par l'organisation
5. **Réaliste** à travers la prise en compte de toutes les contraintes de faisabilité

II.1. Résultat

Le résultat est un changement concret consécutif à la mise en œuvre d'actions permettant d'apprécier la réalisation de l'objectif d'un programme. Il y a trois niveaux de résultats :

- les résultats à court terme qui sont des extraits en termes de produits tangibles ou de services directs résultant des actions du programme ;
- les effets qui sont des résultats à moyen terme permettant d'apprécier le changement directement ou indirectement attribuable au programme ;

- les impacts sont des résultats à long terme qui caractérisent les changements généralement structurels suite à la mise en œuvre du programme et d'autres actions connexes.

▪ **Exemples**

Extrant : Nombre d'écoles construites =>

Effet : Taux de scolarisation => **Impact** : Taux de chômage

II.2. Indicateur

Un indicateur est une variable qualitative ou quantitative permettant de mesurer les résultats obtenus dans la réalisation d'un objectif. C'est par conséquent un renseignement qualitatif ou chiffré destiné à caractériser un programme, à suivre son exécution et à le gérer. Un indicateur permet de porter un jugement sur l'utilisation des moyens et les résultats obtenus, au regard de l'objectif visé et du besoin à satisfaire.

Les indicateurs quantitatifs utilisent des nombres, des quantités ou des montants, tandis que les indicateurs qualitatifs utilisent des mots, des couleurs ou des symboles pour exprimer des situations ou des points de vue. Un indicateur doit être localisé et daté et son mode **d'obtention et sa définition** ont autant d'importance que ses valeurs successives dans le temps.

II.3. Cible

L'indicateur permet de fixer la cible dans le cadre de la poursuite d'un objectif. La cible est une valeur ou un état de l'indicateur mesurant le niveau de performance dans le cadre d'un programme. La cible est formulée comme un résultat à atteindre dans une période définie : **c'est le résultat attendu dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme.**

Un bon indicateur doit être « SMART » :

- **Specific** : Spécifique à un résultat précis

- **Mesurable** : Quantifiable ou observable
- **Achievable** : Motivant, contrôlable et utilisable
- **Realistic** : Réaliste et cohérent par rapport aux ressources disponibles et aux objectifs visés
- **Time-bound** : mesurable dans le temps
 - **Exemple**

Programme : Valorisation des produits de l'élevage

Objectif : Améliorer la couverture des besoins nationaux en produit laitier.

Indicateur : Volume de produits laitiers importés.

Cible : Réduire les importations de produits laitiers de 80 000 tonnes à 50 000 tonnes en 3 ans

- **Contre exemple**

Indicateur : Volume de la production laitière intérieure

Cible : Porter le taux de croissance de la production laitière de 5% à 50% par an en trois ans

Cet indicateur est pertinent au regard de la simplicité de sa compréhension, mais il n'est pas réaliste. D'une part sa mesure paraît difficile compte tenu de la qualité de l'appareil statistique et du coût de la collecte des données y afférentes, et d'autre part la fixation de la cible paraît très ambitieuse.

II.4. Programme

Le Programme est un ensemble d'actions à mettre en œuvre au sein d'une administration pour la réalisation d'un objectif déterminé de politique publique dans le cadre d'une fonction. Le programme est basé sur un objectif répondant aux caractéristiques décrites plus haut et il s'appuie sur une stratégie explicite de mise en œuvre.

- **Caractéristiques**

Contenu : Le programme comporte un objectif à moyen terme, des indicateurs de résultats, un

ensemble d'actions cohérentes et une stratégie de mise en œuvre.

Coordination : le programme est placé sous la responsabilité d'une et une seule structure en charge de sa coordination ;

Portée : sa mise en œuvre intégrale doit aboutir à des produits finis ayant un impact décisif sur l'atteinte des objectifs de la stratégie du Ministère ou de l'Institution ;

Organisation : comporte un planning et un cadre institutionnel de mise en œuvre ;

- **Exemple**

Programme : Amélioration de la programmation des dépenses publiques

- **Contre exemple**

Programme : Recrutement de 100 enseignants du primaire

Ce programme a une portée limitée (Cf. caractéristique 3) car sa mise en œuvre ne peut pas produire un impact décisif sur l'objectif du ministère qui est d'améliorer le taux de scolarisation ; il constitue en réalité une action à inscrire dans le cadre d'un programme.

II.5. Action

C'est la composante élémentaire d'un programme, à laquelle sont associés **des objectifs précis, explicites et mesurables par des indicateurs de performance**. Dans la hiérarchie des objectifs, l'Action vise la réalisation d'un objectif intermédiaire du programme dont elle fait partie. Elle comporte un ensemble d'activités et de tâches à exécuter dans le cadre de sa mise en œuvre.

- **Caractéristiques**

Contenu : Ensemble cohérent d'activités et de tâches nécessitant des ressources humaines et financières pour la production de biens ou services.

Portée : sa mise en œuvre entière produit un impact décisif sur l'objectif du programme auquel elle appartient.

- **Exemple**

Programme : Amélioration de la programmation des dépenses publiques

Action 1 : Elaboration de stratégies ministérielles

Action 2 : Mise en place du Budget programme

Action 3 : Reforme des procédures budgétaires

▪ **Contre exemple**

Action : Organisation de réunions semestrielles du Comité de pilotage de la reforme des finances publiques

L'organisation d'une réunion est une activité intégrée dans une action. Sa mise en œuvre n'aboutit pas à la production d'un bien ou service ayant un impact décisif sur les résultats du programme.

II.6. Activité

L'activité est un ensemble cohérent de tâches nécessitant des ressources humaines, financières et matérielles pour la production d'un bien ou d'un service.

Une activité doit être confiée à une seule unité administrative qui devient responsable de sa réalisation. Par contre, une unité administrative peut être responsable de plusieurs activités.

II.7. Tâche

C'est la composante opérationnelle élémentaire d'une activité dans un programme. La définition de la tâche marque la dernière étape de la programmation. La tâche permet une évaluation précise du coût de l'activité.

▪ **Exemple**

Programme : Amélioration de la programmation des dépenses publiques

Action : Mise en place des stratégies ministérielles

Activité : Elaboration de la stratégie du MINJUSTICE

Tâche 1 : Recrutement de consultants international

Tâche 2 : Collecte de données

Tâche 3 : Atelier de validation du diagnostic

Tâche 4 : Atelier de validation des stratégies